

# Banque HSBC Canada

**Rapport intermédiaire du troisième trimestre de 2022**



## Performance de la Banque HSBC Canada pour le troisième trimestre de 2022

### Trimestre clos le 30 septembre 2022

<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire</b>
665 M\$ <span style="color: green;">↑ 19 %</span>	298 M\$ <span style="color: green;">↑ 27 %</span>	206 M\$ <span style="color: green;">↑ 30 %</span>
<small>(560 M\$ en 2021)</small>	<small>(234 M\$ en 2021)</small>	<small>(159 M\$ en 2021)</small>

### Période de neuf mois close le 30 septembre 2022

<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire</b>
1 834 M\$ <span style="color: green;">↑ 12 %</span>	788 M\$ <span style="color: green;">↑ 8,7 %</span>	542 M\$ <span style="color: green;">↑ 9,3 %</span>
<small>(1 636 M\$ en 2021)</small>	<small>(725 M\$ en 2021)</small>	<small>(496 M\$ en 2021)</small>

### Au 30 septembre 2022

<b>Total de l'actif</b>	<b>Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1<sup>1</sup></b>
134,0 G\$ <span style="color: green;">↑ 12 %</span>	11,1 % <span style="color: red;">↓ 290 pb</span>
<small>(119,9 G\$ au 31 déc. 2021)</small>	<small>(14,0 % au 31 déc. 2021)</small>

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Grâce aux efforts de notre équipe dévouée, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat trimestriel est le plus élevé jamais enregistré par la banque. Au cours du trimestre, le bénéfice de l'ensemble de nos secteurs d'activité a augmenté, par suite de l'incidence des hausses de taux pratiquées par la banque centrale au cours du présent exercice et de l'essor de nos secteurs d'activités. Même si nous avons continué de faire

croître nos secteurs d'activité et d'être confrontés à l'inflation galopante, la gestion prudente des coûts nous a permis de maîtriser nos dépenses. Comme toujours, nous demeurons entièrement dédiés à nos clients et les soutenons dans la réalisation de leurs projets, qu'ils aient besoin de solutions ici même au pays, de liens à l'échelle internationale ou de soutien dans leur transition vers une économie sobre en carbone. »

<sup>1</sup> Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de capital » figurant dans le rapport de gestion pour obtenir la définition de cette expression.

## Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	45
Notes annexes	50
Renseignements à l'intention des actionnaires	59

## Nos secteurs d'activité mondiaux<sup>1</sup>

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de quatre secteurs d'activité et d'un centre général qui bénéficient du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

### Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

### Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et de services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

### Services bancaires internationaux (« SBIM »)<sup>2</sup>

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés des titres de créance, du commerce international, du financement des comptes clients ou de la gestion des liquidités et de la trésorerie à l'échelle mondiale.

### Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM »)<sup>2</sup>

Nous permettons à nos clients, tant les grandes sociétés que les institutions, d'accéder aux marchés financiers et aux liquidités, de trouver des occasions d'investissement, de gérer les risques et d'effectuer des transactions facilement. Nous regroupons les solutions de financement, les ventes et la négociation, la recherche, la compensation et le règlement des paiements.

## Trimestre clos le 30 septembre 2022

### Total du résultat d'exploitation

308 M\$	↑ 15 %	270 M\$	↑ 27 %	58 M\$	↑ 3,6 %	26 M\$	↑ 18 %
(268 M\$ en 2021)		(212 M\$ en 2021)		(56 M\$ en 2021)		(22 M\$ en 2021)	

### Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

195 M\$	↑ 15 %	83 M\$	↑ 60 %	32 M\$	↑ 45 %	13 M\$	↑ 18 %
(169 M\$ en 2021)		(52 M\$ en 2021)		(22 M\$ en 2021)		(11 M\$ en 2021)	

## Période de neuf mois close le 30 septembre 2022

### Total du résultat d'exploitation

881 M\$	↑ 16 %	719 M\$	↑ 14 %	144 M\$	↓ 14 %	83 M\$	↑ 24 %
(761 M\$ en 2021)		(628 M\$ en 2021)		(168 M\$ en 2021)		(67 M\$ en 2021)	

### Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

528 M\$	↑ 3,3 %	208 M\$	↑ 45 %	70 M\$	↓ 36 %	44 M\$	↑ 47 %
(511 M\$ en 2021)		(143 M\$ en 2021)		(110 M\$ en 2021)		(30 M\$ en 2021)	

## Au 30 septembre 2022

### Actifs associés aux prêts liés aux clients<sup>3</sup>

36,8 G\$	↑ 16 %	37,2 G\$	↑ 3,6 %	4,8 G\$	↑ 7,5 %	Néant
(31,8 G\$ au 31 déc. 2021)		(35,9 G\$ au 31 déc. 2021)		(4,5 G\$ au 31 déc. 2021)		(néant au 31 déc. 2021)

<sup>1</sup> Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 14 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les chiffres indiqués ci-dessous donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité. Les résultats équivalents pour le centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation de 3 M\$ pour le trimestre et de 7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 (total du résultat d'exploitation de 2 M\$ pour le trimestre et de 12 M\$ pour la période de neuf mois en 2021), bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de (25) M\$ pour le trimestre et de (62) M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 (perte de (20) M\$ pour le trimestre et (69) M\$ pour la période de neuf mois en 2021) et actifs des clients de néant (néant en 2021).

<sup>2</sup> Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

<sup>3</sup> Les actifs associés aux prêts liés aux clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

## Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Utilisation de mesures financières supplémentaires	4
Faits saillants financiers	6
Performance financière	7
Évolution de la situation financière	13
Nos secteurs d'activité	14
Sommaire de la performance trimestrielle	18
Survol et perspectives économiques	19
Faits nouveaux en matière de réglementation	21
Questions comptables	22
Arrangements hors bilan	22
Instruments financiers	22
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	23
Transactions avec des parties liées	23
Risques	23

### Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 (« états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2021*. Ce rapport de gestion est daté du 21 octobre 2022, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 Information financière intermédiaire qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2021 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (« BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la Loi sur les banques. Certaines sections

du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (\*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au [www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca). Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), sur le site National Storage Mechanism de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni, au [www.data.fca.org.uk](http://www.data.fca.org.uk), et sur celui de la Bourse de Londres, au [www.londonstockexchange.com](http://www.londonstockexchange.com). Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2021* de HSBC Holdings, sur le site [www.hsbc.com](http://www.hsbc.com). Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

### Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2021*, la rubrique « Risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent le risque de crédit, le risque de trésorerie (incluant le risque de capital, le risque de liquidité et de financement et le risque de taux d'intérêt), le risque de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, l'inflation, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de

rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes, les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, dont les conséquences des risques de transition et des risques matériels, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO ») et le taux *Canadian Dollar Offered Rate* (« CDOR »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Par ailleurs, le Groupe HSBC examine régulièrement ses secteurs d'activité dans tous les marchés et étudie actuellement la possibilité de vendre éventuellement la totalité de la participation du Groupe dans la Banque HSBC Canada. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du personnel compétent dans un marché du travail des plus compétitifs et actifs se révèle toujours difficile. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique, un acte terroriste et un événement géopolitique. Les rubriques « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2021* renferment une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document est en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

## À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada et a célébré son 40<sup>e</sup> anniversaire d'existence en 2021. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de quatre secteurs d'activité, soit Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux<sup>1</sup> et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières<sup>1</sup>. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres, au Royaume-Uni. Le Groupe HSBC sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 63 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 992 G\$ US au 30 septembre 2022, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'occasions uniques. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères. La Banque HSBC Canada a des obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres.

<sup>1</sup> Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

## Utilisation de mesures financières supplémentaires

Pour évaluer sa performance, la banque utilise des mesures financières supplémentaires qui sont établies à partir de chiffres calculés selon les IFRS. Ce qui suit constitue un glossaire des mesures pertinentes qui sont employées tout au long du présent document, mais qui ne figurent pas dans les états financiers consolidés. Les mesures financières supplémentaires suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long de ce document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période, divisé par la moyenne<sup>1</sup> des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période, divisé par la moyenne<sup>1</sup> des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne<sup>1</sup> des actifs productifs d'intérêts<sup>2</sup>.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues<sup>3</sup> annualisée, exprimée en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues<sup>3</sup> annualisée sur les actifs de stade 3, exprimée en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues<sup>3</sup> sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées, exprimées en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients** correspond aux prêts et avances à des clients exprimés en pourcentage des comptes des clients.

- 1 *La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- 2 *Il y a lieu de se reporter au tableau « Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif », à la page 8, pour obtenir la composition des actifs productifs d'intérêts.*
- 3 *La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*

## Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
<b>Performance financière de la période</b>					
Total du résultat d'exploitation		665	560	1 834	1 636
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(42)	(3)	(82)	53
Charges d'exploitation		(325)	(323)	(964)	(964)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		298	234	788	725
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		206	159	542	496
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,38	0,29	0,99	0,90
<b>Ratios financiers (%)</b>					
1					
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire		17,6	10,9	14,5	11,5
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques		2,7	2,4	2,5	2,4
Ratio d'efficience		48,9	57,7	52,6	58,9
Ratio du levier d'exploitation		18,1	16,8	12,1	5,9
Marge d'intérêts nette		1,62	1,20	1,42	1,19
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	2	0,21	0,02	0,14	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,08	0,14	0,15	0,09
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		29,0	45,3	29,0	45,3
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,01	0,08	0,23	0,08

	Notes	Au	
		30 sept. 2022	31 déc. 2021
<b>Situation financière à la clôture de la période</b>			
Total de l'actif		134 047	119 853
Prêts et avances à des clients		75 672	68 699
Comptes des clients		81 500	73 626
Ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	92,8	93,3
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		4 636	5 776

<b>Mesures concernant le capital, le levier et la liquidité</b>			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	3	11,1	14,0
Ratio du capital de catégorie 1 (%)	3	13,5	16,8
Ratio du capital total (%)	3	15,8	19,3
Ratio de levier (%)	3	4,3	5,8
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)	3	44 481	39 836
Ratio de liquidité à court terme (%)	4	153	147

- 1 Il y a lieu de se reporter à la section « Utilisation de mesures financières supplémentaires » figurant dans le présent document pour obtenir un glossaire des mesures utilisées.
- 2 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.
- 3 Les ratios du capital et les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés au moyen de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier de ce même organisme. Ces lignes directrices sont fondées sur celles de Bâle III. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de capital » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.
- 4 Le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio ou « LCR ») est calculé en accord avec la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle. Le LCR indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

## Performance financière

### Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022 M\$	30 sept. 2021 M\$	30 sept. 2022 M\$	30 sept. 2021 M\$
Produits d'intérêts nets	449	315	1 155	903
Produits de commissions nets	194	197	587	589
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	15	26	66	84
Autres éléments de produits	7	22	26	60
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>665</b>	<b>560</b>	<b>1 834</b>	<b>1 636</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(42)	(3)	(82)	53
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>623</b>	<b>557</b>	<b>1 752</b>	<b>1 689</b>
Total des charges d'exploitation	(325)	(323)	(964)	(964)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>298</b>	<b>234</b>	<b>788</b>	<b>725</b>
Charge d'impôt sur le résultat	(79)	(63)	(210)	(195)
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>219</b>	<b>171</b>	<b>578</b>	<b>530</b>

*Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire*

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a atteint 298 M\$ pour le trimestre, ayant augmenté de 64 M\$, ou 27 %, et il s'est chiffré à 788 M\$ pour la période de neuf mois, ce qui rend compte d'une progression de 63 M\$, ou 8,7 %. La hausse pour le trimestre et la période de neuf mois s'explique en grande partie par le résultat d'exploitation solide. Poursuivant sur la lancée amorcée dans la seconde moitié de 2020, nous avons réalisé le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat trimestriel le plus élevé jamais enregistré<sup>1</sup> et nous avons enregistré notre total du résultat d'exploitation trimestriel le plus élevé en dix ans. Ce bénéfice ainsi que le total du résultat d'exploitation ont progressé pour l'ensemble de nos secteurs d'activité durant le trimestre et pour trois des quatre secteurs d'activité durant la période de neuf mois. Cette hausse a été neutralisée en partie par une charge au titre des pertes de crédit attendues découlant des variations défavorables continues des variables macroéconomiques prospectives, jumelées à une charge importante au titre des prêts de stade 3 au cours du premier semestre de 2022.

Le total du résultat d'exploitation de 665 M\$ pour le trimestre et de 1 834 M\$ pour la période de neuf mois signale des hausses respectives de 105 M\$, ou 19 %, et de 198 M\$, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice et l'amélioration du bilan se sont traduites par une augmentation des produits d'intérêts nets. Les produits de commissions nets ont légèrement diminué principalement en raison de la baisse des commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux. Cette baisse a été partiellement compensée par l'intensification des activités au chapitre des cartes et des transactions des secteurs Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et Services aux entreprises et par l'amélioration des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'augmentation des volumes des acceptations bancaires des Services aux entreprises. Pour

la période de neuf mois, la diminution des produits de commissions nets a également été partiellement atténuée par la montée de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine. Les autres produits d'exploitation et les produits de négociation ont diminué au cours du trimestre et de la période de neuf mois.

Les pertes de crédit attendues ont consisté en des charges de 42 M\$ pour le trimestre et de 82 M\$ pour la période de neuf mois. Pour le trimestre, ce facteur découle principalement d'une charge au titre des prêts productifs en raison des variations défavorables des variables macroéconomiques prospectives. Pour la période de neuf mois, ce facteur s'est ajouté à une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé au cours du premier semestre de 2022, neutralisée en partie par une reprise liée aux prêts productifs au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 au cours du premier trimestre. En 2021, la charge constatée au trimestre à l'étude est associée à deux prêts non productifs dans le secteur de l'énergie. Ce facteur a été annulé en partie par une reprise liée aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées à ce moment. La reprise enregistrée dans la période de neuf mois de l'exercice précédent reflétait l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le total des charges d'exploitation a légèrement augmenté de 2 M\$, ou 0,6 %, au cours du trimestre et est demeuré inchangé au cours de la période de neuf mois. Confrontés à des pressions inflationnistes, nous avons continué de gérer nos coûts avec prudence tout en procédant à des investissements afin de faire croître nos secteurs d'activité et de soutenir des projets de réglementation. Pour la période de neuf mois, les augmentations ont été annulées en partie par les coûts engagés un an plus tôt afin d'instaurer un mode de travail hybride.

<sup>1</sup> Record pour un trimestre où le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a surpassé celui enregistré au premier trimestre 2012.

## Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

### Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 134 M\$, ou 43 %, pour le trimestre par suite de l'incidence des hausses de taux pratiquées par la banque centrale au cours du présent exercice et de l'essor du bilan pour tous les secteurs d'activité.

Les produits d'intérêts nets se sont raffermis de 252 M\$, ou 28 %, pour la période de neuf mois grâce à ces mêmes facteurs.

### Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

Notes	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le						
	30 sept. 2022			30 sept. 2021			30 sept. 2022			30 sept. 2021			
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	1	6 084	39	2,53	16 236	10	0,24	9 531	72	1,01	15 301	27	0,24
Prêts et avances à des clients	2	74 792	715	3,80	66 279	416	2,49	72 452	1 666	3,07	64 010	1 233	2,57
Prises en pension à des fins autres que de transaction		6 014	58	3,84	7 237	5	0,28	7 110	90	1,70	6 254	14	0,31
Placements financiers	3	22 296	116	2,04	14 258	19	0,55	18 659	197	1,40	15 607	71	0,61
Autres actifs productifs d'intérêts	4	842	6	2,95	487	1	0,70	675	10	2,00	515	3	0,62
<b>Total des actifs productifs d'intérêts (A)</b>		<b>110 028</b>	<b>934</b>	<b>3,38</b>	<b>104 497</b>	<b>451</b>	<b>1,72</b>	<b>108 427</b>	<b>2 035</b>	<b>2,51</b>	<b>101 687</b>	<b>1 348</b>	<b>1,77</b>
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	5	6 012	45	3,00	3 677	7	0,74	4 464	82	2,47	3 598	22	0,80
Actifs non productifs d'intérêts	6	11 696	—	—	9 331	—	—	10 983	—	—	10 352	—	—
<b>Total</b>		<b>127 736</b>	<b>979</b>	<b>3,05</b>	<b>117 505</b>	<b>458</b>	<b>1,55</b>	<b>123 874</b>	<b>2 117</b>	<b>2,28</b>	<b>115 637</b>	<b>1 370</b>	<b>1,58</b>

1 Les « Fonds à court terme et prêts et avances à des banques » comprennent la trésorerie, les soldes détenus dans la banque centrale et les prêts et avances à des banques productifs d'intérêts.

2 Les « Prêts et avances à des clients » comprennent le montant brut des prêts et avances à des clients productifs d'intérêts.

3 Les « Placements financiers » incluent les instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments d'emprunt évalués au coût amorti.

4 Les « Autres actifs productifs d'intérêts » comprennent les garanties en trésorerie et les autres actifs productifs d'intérêts pris en compte au poste « Autres actifs » du bilan.

5 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

6 Les « Actifs non productifs d'intérêts » incluent la trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale non productifs d'intérêts, les effets en cours de compensation auprès d'autres banques, les titres de participation détenus compris dans les actifs détenus à des fins de transaction, les autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les dérivés, les prêts et avances à des banques et à des clients non productifs d'intérêts, les corrections de valeur pour dépréciation, les instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et inclus au poste « Placements financiers » du bilan, les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs d'impôt différé et exigible et les autres actifs non productifs d'intérêts.

## Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

Notes	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le						
	30 sept. 2022			30 sept. 2021			30 sept. 2022			30 sept. 2021			
	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Dépôts effectués par des banques	1	472	1	0,47	1 137	—	0,07	1 034	1	0,13	1 122	—	0,05
Comptes des clients	2	70 085	285	1,61	63 030	43	0,27	66 744	454	0,91	62 627	163	0,35
Mises en pension à des fins autres que de transaction		6 031	58	3,78	5 483	3	0,25	6 892	87	1,69	4 252	9	0,29
Titres de créance émis et créances subordonnées		17 416	125	2,85	16 655	74	1,76	16 926	291	2,30	15 981	223	1,87
Autres passifs portant intérêt	3	2 631	16	2,56	2 533	16	2,55	2 558	47	2,49	2 675	50	2,48
<b>Total des passifs portant intérêt (B)</b>		<b>96 635</b>	<b>485</b>	<b>2,00</b>	<b>88 838</b>	<b>136</b>	<b>0,61</b>	<b>94 154</b>	<b>880</b>	<b>1,25</b>	<b>86 657</b>	<b>445</b>	<b>0,69</b>
Passifs détenus à des fins de transaction	4	4 695	37	3,12	3 443	8	0,92	3 822	71	2,48	3 402	23	0,90
Comptes courants ne portant pas intérêt	5	8 518	—	—	8 387	—	—	8 609	—	—	7 939	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt	6	17 888	—	—	16 837	—	—	17 289	—	—	17 639	—	—
<b>Total</b>		<b>127 736</b>	<b>522</b>	<b>1,63</b>	<b>117 505</b>	<b>144</b>	<b>0,49</b>	<b>123 874</b>	<b>951</b>	<b>1,03</b>	<b>115 637</b>	<b>468</b>	<b>0,54</b>
<b>Produits d'intérêts nets (A-B)</b>			<b>449</b>			<b>315</b>			<b>1 155</b>			<b>903</b>	

1 Les « Dépôts effectués par des banques » n'incluent que les dépôts effectués par des banques et portant intérêt.

2 Les « Comptes des clients » n'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

3 Les « Autres passifs portant intérêt » comprennent les garanties en trésorerie ainsi que d'autres passifs portant intérêt qui figurent au poste « Autres passifs » du bilan.

4 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

5 Les « Comptes courants ne portant pas intérêt » figurent au poste « Comptes des clients » du bilan.

6 Le « Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt » comprend les dépôts effectués par des banques et les autres compte des clients ne portant pas intérêt et ne figurant pas dans les « Comptes courants ne portant pas intérêt », les effets en transit vers d'autres banques, les dérivés, les acceptations, les charges à payer et produits différés, les passifs au titre des prestations de retraite, les provisions, la charge d'impôt exigible et les autres passifs ne portant pas intérêt.

## Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	19	15	57	49
Produits de courtage	5	4	12	14
Cartes	25	19	70	52
Facilités de crédit	88	90	256	258
Fonds sous gestion	54	57	169	163
Importations/exportations	3	4	9	9
Commissions d'agence d'assurance	1	1	3	3
Garanties et autres	11	11	37	36
Services de paiement	11	11	35	32
Prise ferme et services-conseils	6	13	21	55
<b>Produits de commissions</b>	<b>223</b>	<b>225</b>	<b>669</b>	<b>671</b>
Moins les charges de commissions	(29)	(28)	(82)	(82)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>194</b>	<b>197</b>	<b>587</b>	<b>589</b>

Pour le trimestre, les produits de commissions nets ont diminué de 3 M\$, ou 1,5 %. La baisse des produits de commissions s'explique principalement par la diminution des commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux en raison des conditions de marché difficiles et du rendement élevé enregistré un an plus tôt. Les commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ont diminué en raison des conditions de marché défavorables. Les commissions tirées des facilités de crédit des Services bancaires internationaux ont reculé, ce qui a été atténué par une augmentation des commissions tirées des facilités de crédit des Services aux entreprises par suite de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires. Ces baisses ont été compensées par l'intensification des activités au chapitre des

cartes et des transactions des services à l'égard des comptes des secteurs Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et Services aux entreprises. En raison des activités décrites ci-dessus, les charges de commissions ont légèrement augmenté puisque les activités au chapitre des cartes ont été plus intenses, ce qui a été atténué par le repli des volumes associés aux commissions générées par les services-conseils. Les produits de commission nets ont légèrement diminué de 2 M\$, ou 0,3 %, au cours de la période de neuf mois en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués pour le trimestre, auxquels s'ajoute la progression de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers pour la période de neuf mois.

## Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	22	28	71	86
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	—	1	5	4
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	8	(1)	11	(1)
Inefficacité des couvertures	(15)	(2)	(21)	(5)
<b>Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>15</b>	<b>26</b>	<b>66</b>	<b>84</b>

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont diminué de 11 M\$, ou 42 %, au cours du trimestre. La diminution découle principalement d'une variation défavorable de l'inefficacité des couvertures attribuable aux instruments de couverture des flux de trésorerie et de la diminution des produits tirés des activités de négociation. Ces facteurs ont été annulés par la hausse des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation en raison de la montée des taux d'intérêt.

Pour la période de neuf mois, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont fléchi de 18 M\$, ou 21 %, en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués pour le trimestre, jumelés à une baisse de la valeur des facilités de syndication de prêts prise en compte dans les activités de négociation au cours du deuxième trimestre de 2022.

## Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variations de la juste valeur des autres actifs financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	1	(1)	4
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	—	13	2	35
Autres produits d'exploitation	7	8	25	21
<b>Autres éléments de produits</b>	<b>7</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>60</b>

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont affaiblis de 15 M\$, ou 68 %, à cause d'une baisse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque.

Pour la période de neuf mois, les autres éléments de produits se sont affaiblis de 34 M\$, ou 57 %, en raison des mêmes facteurs que ceux indiqués pour le trimestre, ce qui a été compensé en partie par les profits enregistrés dans les autres produits d'exploitation.

## Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	35	(22)	(6)	(102)
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge	7	25	88	49
<b>Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – charge/(reprise)</b>	<b>42</b>	<b>3</b>	<b>82</b>	<b>(53)</b>

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 42 M\$, comparativement à une charge de 3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le trimestre, la charge découle principalement des variations défavorables continues des variables macroéconomiques prospectives liées aux prêts productifs. La charge constatée au trimestre correspondant de 2021 se rapportait aux prêts non productifs dans le secteur de l'énergie. Ce facteur a été annulé en partie par une reprise liée aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives ayant continué de s'améliorer à ce moment.

Pour la période de neuf mois, la variation des pertes de crédit attendues a consisté en une charge de 82 M\$, en regard d'une reprise de 53 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, la charge a découlé

d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur un prêt de stade 3 d'un montant élevé au cours du premier semestre de 2022. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs a donné lieu à une reprise liée aux prêts productifs au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 au premier trimestre, les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues s'étant quelque peu améliorées. Ce facteur a été neutralisé en partie par une charge au titre des prêts productifs en raison des variations défavorables des variables macroéconomiques prospectives. En 2021, la reprise avait résulté essentiellement de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs, ce qui avait été atténué par des pertes de valeur principalement liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie.

## Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	148	145	451	456
Charges générales et administratives	146	150	426	405
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles	18	17	49	64
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	13	11	38	39
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>325</b>	<b>323</b>	<b>964</b>	<b>964</b>

Pour le trimestre, le total des charges d'exploitation a légèrement augmenté de 2 M\$, ou 0,6 %, et ce, en raison surtout des investissements continus que nous avons réalisés afin de faire croître nos secteurs d'activité, de soutenir des projets de réglementation, de simplifier nos processus et d'offrir les services numériques qui correspondent aux besoins de nos clients. Le moment où certains coûts liés à la rémunération et aux avantages du personnel ont été engagés a également contribué à la hausse. Ce facteur a été partiellement compensé par la baisse des charges puisque, confrontés aux pressions inflationnistes, nous avons géré nos coûts avec prudence.

### Charge d'impôt sur le résultat

Pour le troisième trimestre de 2022, le taux d'imposition effectif avait été de 26,6 %. Le taux prévu par la loi étant de 26,5 %, la charge d'impôt a quelque peu augmenté. Pour le troisième trimestre de 2021, le taux d'imposition effectif avait été de 27,2 %.

Pour la période de neuf mois, le total des charges d'exploitation est demeuré inchangé, puisque, confrontés aux pressions inflationnistes, nous avons géré nos coûts avec prudence. Nous avons poursuivi nos investissements afin de faire croître nos secteurs d'activité et de soutenir des projets de réglementation. Ces investissements ont été contrebalancés par la diminution des dépenses puisque des coûts avaient été engagés au cours de l'exercice précédent afin d'instaurer un mode de travail hybride ainsi que par la réduction des charges en raison du moment où certains coûts liés à la rémunération et aux avantages du personnel ont été engagés.

## Évolution de la situation financière

### Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
<b>Actif</b>		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	4 092	13 955
Actifs détenus à des fins de transaction	7 372	2 907
Dérivés	6 751	2 773
Prêts et avances	76 572	70 358
Prises en pension à des fins autres que de transaction	8 331	9 058
Placements financiers	23 279	14 969
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 161	3 548
Autres actifs	4 489	2 285
<b>Total de l'actif</b>	<b>134 047</b>	<b>119 853</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Passif</b>		
Dépôts effectués par des banques	821	1 313
Comptes des clients	81 500	73 626
Mises en pension à des fins autres que de transaction	7 723	8 044
Passifs détenus à des fins de transaction	6 347	3 598
Dérivés	7 157	2 978
Titres de créance émis	14 903	14 339
Acceptations	3 170	3 556
Autres passifs	6 690	5 523
<b>Total du passif</b>	<b>128 311</b>	<b>112 977</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>5 736</b>	<b>6 876</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>134 047</b>	<b>119 853</b>

#### Actif

Le total de l'actif s'élevait à 134,0 G\$ au 30 septembre 2022, en hausse de 14,2 G\$, ou 12 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2021. Cette hausse a découlé surtout d'augmentations de 8,3 G\$ des placements financiers et de 6,2 G\$ des prêts et avances par suite de l'accroissement des volumes de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires résidentiels. Les progressions de 4,5 G\$ des volumes des actifs détenus à des fins de transaction, de 4,0 G\$ des dérivés et de 2,2 G\$ des autres actifs pris en compte dans les soldes des comptes de règlement servant à faciliter les transactions des clients ont également favorisé la hausse précitée. Ces progressions ont été contrebalancées en partie par une réduction de 9,9 G\$ des soldes de trésorerie détenus dans la banque centrale, car nous avons favorisé la croissance d'autres catégories d'actifs.

#### Passif

Le total du passif s'élevait à 128,3 G\$ au 30 septembre 2022, en hausse de 15,3 G\$, ou 14 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2021. Cette hausse a résulté principalement de l'accroissement des volumes des dépôts, ce qui a contribué à une hausse de 7,9 G\$ des comptes des clients. La hausse de 4,2 G\$ des dérivés, de 2,7 G\$ des passifs détenus à des fins de transaction et de 1,2 G\$ des autres passifs correspond à la variation des actifs dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des autres actifs.

#### Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 5,7 G\$ au 30 septembre 2022, ce qui signale une baisse de 1,1 G\$, ou 17 %, en regard de celui au 31 décembre 2021. Cette baisse a découlé d'une perte latente de 0,7 G\$ qui a été constatée à l'égard des instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie par suite d'un mouvement haussier de la courbe de rendement; d'une remise de capitaux propres ordinaires à la société mère de 0,6 G\$ et des dividendes sur les actions ordinaires de 0,4 G\$ qui ont été déclarés durant la période. Ces facteurs ont été atténués par le bénéfice après impôt de 0,6 G\$ qui a été dégagé durant la période.

## Nos secteurs d'activité

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité suivants : Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux<sup>1</sup> ainsi que Marchés et Services liés aux valeurs mobilières<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

### Services aux entreprises

Le secteur Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises aux grandes sociétés qui exercent leurs activités à l'échelle internationale.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	187	152	522	421
Produits autres que d'intérêts	121	116	359	340
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>308</b>	<b>268</b>	<b>881</b>	<b>761</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(14)	1	(51)	37
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>294</b>	<b>269</b>	<b>830</b>	<b>798</b>
Total des charges d'exploitation	(99)	(100)	(302)	(287)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>195</b>	<b>169</b>	<b>528</b>	<b>511</b>

### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est renforcé de 40 M\$, ou 15 %, pour le trimestre et de 120 M\$, ou 16 %, pour la période de neuf mois. Les SE ont conservé leur élan en 2022, les prêts et acceptations s'étant accrus de 4,9 G\$ dans les neuf premiers mois et les soldes des dépôts ayant augmenté en regard de ceux enregistrés au troisième trimestre de 2021. Les produits d'intérêts nets se sont raffermis en raison de l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du présent exercice et de l'accroissement des volumes. De même, les produits autres que d'intérêts ont progressé, les volumes des acceptations bancaires et les activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise et des paiements au pays et à l'échelle internationale s'étant accrus.

Notre ambition est de demeurer le partenaire financier international de prédilection pour nos clients et de continuer à les aider à réaliser leurs projets de transition vers une économie à zéro émission nette. Tirant parti de notre réseau international et grâce à des investissements continus dans nos principales plateformes du Service mondial de solutions de paiement (« SMSP »)<sup>2</sup> et du Commerce international et financement des comptes clients, nous sommes en mesure de resserrer les liens avec notre clientèle grâce à des services liés aux transactions primés et de l'aider à combler ses besoins bancaires au pays et à l'étranger. L'attention soutenue que nous lui accordons nous a valu, au premier trimestre de 2022, les mentions de meilleure banque pour le financement du commerce international et de meilleure banque pour la qualité des services au Canada de la part du magazine *Euromoney*.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré de 26 M\$, ou 15 %, et de 17 M\$, ou 3,3 %, pour la période de neuf mois, essentiellement grâce à une hausse du résultat d'exploitation, ce qui a été neutralisé en partie par une variation défavorable des pertes de crédit attendues.

### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrus de 35 M\$, ou 23 %, et ceux de la période de neuf mois ont progressé de 101 M\$, ou 24 %, grâce à des hausses des taux par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice et de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre et de la période de neuf mois se sont renforcés de 5 M\$, ou 4,3 %, et de 19 M\$, ou 5,6 %, respectivement, grâce principalement à la hausse des produits de commissions générée par l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, à l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise et à l'augmentation des volumes des paiements au pays et à l'échelle internationale.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en des charges de 14 M\$ pour le trimestre et de 51 M\$ pour la période de neuf mois. Pour le trimestre, la charge découle principalement d'une charge au titre des prêts productifs en raison des variations défavorables des variables macroéconomiques prospectives. Pour la période de neuf mois, ce facteur s'est ajouté à une perte de valeur importante sur un prêt de stade 3 comptabilisée au cours du premier semestre de 2022, neutralisé en partie par une reprise liée aux prêts productifs au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 au cours du premier trimestre. En 2021, la reprise avait résulté essentiellement de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** a légèrement diminué de 1 M\$, ou 1 %, pour le trimestre, et a augmenté de 15 M\$, ou 5,2 %, pour la période de neuf mois, car nous avons réalisé des investissements afin de faire croître nos secteurs d'activité tout en gérant nos coûts avec prudence.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

<sup>2</sup> À compter du troisième trimestre de 2022, le Service mondial de gestion des liquidités et de la trésorerie (« SMGLT ») a été renommé Service mondial de solutions de paiement (« SMSP »).

## Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	202	133	499	395
Produits autres que d'intérêts	68	79	220	233
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>270</b>	<b>212</b>	<b>719</b>	<b>628</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(22)	8	(22)	12
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>248</b>	<b>220</b>	<b>697</b>	<b>640</b>
Total des charges d'exploitation	(165)	(168)	(489)	(497)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>83</b>	<b>52</b>	<b>208</b>	<b>143</b>

#### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 58 M\$, ou 27 %, pour le trimestre et de 91 M\$, ou 14 %, pour la période de neuf mois. Ces hausses ont découlé de la forte progression des volumes des prêts et des soldes des dépôts ainsi que de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale, facteurs qui ont été neutralisés en partie par le recul des produits associés à la gestion de la trésorerie.

Nous avons continué d'élargir notre clientèle, mettant l'accent sur celle à l'échelle internationale et proposant des produits qui s'avèrent concurrentiels sur le marché et qui comblerent ses besoins. De plus, nous investissons toujours dans nos canaux d'acquisition et de distribution ainsi que dans les perfectionnements d'ordre numérique afin d'améliorer l'expérience client. Grâce à ces initiatives, la publication *Cosmopolitan The Daily* nous a offert les distinctions de meilleure expérience d'accueil du client à l'international et de meilleure banque pour les petites entreprises au Canada au cours de l'exercice.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du trimestre et de la période de neuf mois a atteint un nouveau sommet<sup>2</sup>. De fait, il a bondi de 31 M\$, ou 60 %, pour le trimestre et de 65 M\$, ou 45 %, pour la période de neuf mois, ce qui est imputable à l'amélioration du résultat d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus et à la baisse des charges d'exploitation, facteur atténué par une hausse des pertes de crédit attendues.

#### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont augmenté de 69 M\$, ou 52 %, pour le trimestre et de 104 M\$, ou 26 %, pour la période de neuf mois, ce qui rend compte de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du présent exercice et de l'accroissement des volumes.

Les **produits autres que d'intérêts** ont diminué de 11 M\$, ou 14 %, pour le trimestre du fait du recul des produits associés à la gestion de la trésorerie et de la baisse des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, ce qui a été atténué par l'augmentation des produits tirés des activités des clients du courtage en ligne. Pour la période de neuf mois, les produits autres que d'intérêts ont fléchi de 13 M\$, ou 5,6 %, en raison du recul des produits associés à la gestion de la trésorerie, facteur compensé en partie par la progression de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion et des commissions tirées des services à l'égard des comptes.

La **variation des pertes de crédit attendues** s'est dégradée de 30 M\$ et de 34 M\$, pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement, ce qui a résulté d'une variation défavorable des variables macroéconomiques prospectives, laquelle a été compensée en partie par une reprise liée aux prêts productifs au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 au premier trimestre. Les résultats à ce chapitre pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent reflétaient l'incidence favorable de l'amélioration, à ce moment, des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** a diminué, soit de 3 M\$, ou 1,8 %, pour le trimestre, mais a diminué de 8 M\$, ou 1,6 %, pour la période de neuf mois en raison d'une gestion prudente des coûts et à des investissements visant à faire croître nos secteurs d'activité.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

<sup>2</sup> Record pour un trimestre et une période de neuf mois depuis la formation de GPSBP (antérieurement Services bancaires de détail et gestion de patrimoine « SBDGP ») en tant que secteur d'activité distinct en 2011.

#### Services bancaires internationaux<sup>1</sup>

Le secteur Services bancaires internationaux (« SBI ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Nos spécialistes des produits

## Rapport de gestion

proposent un éventail complet de services dans les domaines des transactions bancaires, du financement, des services-conseils, des marchés des capitaux et de la gestion des risques. Combinés à nos vastes connaissances de nombreux secteurs, nos produits nous permettent d'aider nos clients à concrétiser leurs visées en matière de développement durable.

### Survol de la performance financière<sup>2</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	45	24	99	69
Produits autres que d'intérêts	13	32	45	99
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>58</b>	<b>56</b>	<b>144</b>	<b>168</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(6)	(12)	(9)	4
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>52</b>	<b>44</b>	<b>135</b>	<b>172</b>
Total des charges d'exploitation	(20)	(22)	(65)	(62)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>32</b>	<b>22</b>	<b>70</b>	<b>110</b>

#### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est renforcé de 2 M\$, ou 3,6 %, pour le trimestre, mais s'est dégradé de 24 M\$, ou 14 %, pour la période de neuf mois. La croissance des activités au chapitre des transactions bancaires est demeurée solide, ce qui s'explique en partie par la hausse des écarts et des volumes. Ce facteur a été neutralisé par la baisse des produits tirés des commissions générés par le marché des capitaux et les services-conseils, principalement en raison des conditions de marché difficiles et du rendement élevé enregistré un an plus tôt. Pour la période de neuf mois, la baisse a également été accentuée par une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts.

Les SBI conservent leur stratégie qui est bien établie, à savoir proposer des solutions bancaires de gros sur mesure en tirant parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et de les seconder dans leurs efforts pour renouer avec la croissance et dans leurs plans de transition vers une économie à zéro émission nette.

Pour cette période, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a bondi de 10 M\$, ou 45 %, ce qui est attribuable à l'augmentation des produits d'intérêts nets et à la diminution des charges au titre des pertes de crédit attendues. Pour la période de neuf mois, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est replié de 40 M\$, ou 36 %, en raison principalement d'une baisse des produits autres que d'intérêts et d'une variation défavorable des pertes de crédit attendues. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation des produits d'intérêts nets.

#### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrues de 21 M\$, ou 88 %, et ceux de la période de neuf mois ont progressé de 30 M\$, ou 43 %. Ces hausses ont résulté des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice.

Les **produits autres que d'intérêts** se sont comprimés de 19 M\$, ou 59 %, pour le trimestre, et de 54 M\$, ou 55 %, pour la période de neuf mois. Cette diminution tient principalement à la baisse des commissions générées par les services-conseils, qui découle en grande partie de l'incidence des conditions de marché difficiles sur le moment auquel les transactions ont eu lieu dans le trimestre à l'étude par rapport au rendement élevé enregistré un an plus tôt, et au recul des commissions générées par les facilités de crédit. Pour la période de neuf mois, la diminution a également été accentuée par une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts dans le cadre des activités de négociation.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté une amélioration de 6 M\$ pour le trimestre, principalement en raison de la baisse des charges par rapport à l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, les pertes de crédit attendues ont représenté une détérioration de 13 M\$, ce qui a résulté principalement du fait qu'une reprise avait été constatée un an plus tôt par suite de l'amélioration, à ce moment, des données macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs. À ce facteur s'est ajoutée la constatation d'une perte de valeur liée à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie au premier trimestre de 2021.

Le **total des charges d'exploitation** a diminué de 2 M\$, ou 9,1 %, pour le trimestre, et a augmenté de 3 M\$, ou 4,8 %, pour la période de neuf mois, car nous avons réalisé des investissements afin de faire croître nos secteurs d'activité tout en gérant nos coûts avec prudence.

<sup>1</sup> Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

<sup>2</sup> Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

## Marchés et Services liés aux valeurs mobilières<sup>1</sup>

Le secteur Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Notre savoir-faire et notre connaissance des marchés locaux et internationaux ainsi que notre portée internationale nous permettent d'offrir un ensemble complet de services personnalisés pour diverses catégories d'actifs, services qui peuvent être regroupés et adaptés en fonction des objectifs spécifiques de notre clientèle.

## Survol de la performance financière<sup>2</sup>

### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois clos le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	12	6	31	18
Produits autres que d'intérêts	14	16	52	49
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>26</b>	<b>22</b>	<b>83</b>	<b>67</b>
Total des charges d'exploitation	(13)	(11)	(39)	(37)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>44</b>	<b>30</b>

### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 4 M\$, ou 18 %, pour le trimestre et de 16 M\$, ou 24 %, pour la période de neuf mois. Ces augmentations ont découlé des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice ainsi que de la montée des produits tirés de la négociation des produits de change.

Les MSVM conservent leur stratégie, laquelle est bien établie, à savoir proposer des solutions sur mesure en tirant parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés et de les seconder dans leurs efforts pour renouer avec la croissance et dans leurs plans de transition vers une économie à zéro émission nette.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a bondi de 2 M\$, ou 18 %, pour le trimestre et de 14 M\$, ou 47 %, pour la période de neuf mois en raison surtout de l'amélioration du résultat d'exploitation, neutralisée en partie par l'augmentation des charges d'exploitation.

### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** se sont renforcés de 6 M\$, ou 100 %, pour le trimestre et de 13 M\$, ou 72 %, pour la période de neuf mois du fait surtout des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice.

Pour le trimestre, les **produits autres que d'intérêts** ont légèrement diminué de 2 M\$, ou 13 %, principalement en raison du recul des produits de négociation imputable aux conditions de marché actuelles. Pour la période de neuf mois, les produits autres que d'intérêts se sont accrus de 3 M\$, ou 6,1 %, surtout en raison de la montée des produits tirés de la négociation des produits de change.

Le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 2 M\$, ou 18 %, pour le trimestre, et de 2 M\$, ou 5,4 %, pour la période de neuf mois, car nous avons réalisé des investissements afin de faire croître nos secteurs d'activité tout en gérant nos coûts avec prudence.

<sup>1</sup> Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.

<sup>2</sup> Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

## Rapport de gestion

### Centre général

Le secteur « centre général » englobe les transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité.

### Survol de la performance financière<sup>1,2</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	3	—	4	—
Produits autres que d'intérêts	—	2	3	12
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>12</b>
Total des charges d'exploitation	(28)	(22)	(69)	(81)
<b>Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>(25)</b>	<b>(20)</b>	<b>(62)</b>	<b>(69)</b>

#### Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 5 M\$ pour le trimestre. Cette baisse s'explique surtout par l'augmentation des coûts pour soutenir nos secteurs d'activité et la baisse des produits autres que d'intérêts, partiellement compensées par la hausse des produits d'intérêts nets en raison de la majoration de taux pratiquée par la banque centrale.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 7 M\$ pour la période de neuf mois grâce principalement à une diminution des charges d'exploitation puisque des coûts avaient été engagés un an plus tôt afin d'instaurer un mode de travail hybride et à la hausse des produits d'intérêts nets attribuable à la majoration de taux pratiquée par la banque centrale. Ce facteur a été annulé en partie par le recul des produits autres que d'intérêts.

1 Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

2 Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

## Sommaire de la performance trimestrielle

#### Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2022		2021			2020		
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	449	369	337	323	315	306	282	275
Produits de commissions nets	194	196	197	205	197	196	196	185
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	15	24	27	28	26	28	30	30
Autres éléments de produits	7	10	9	23	22	17	21	14
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>665</b>	<b>599</b>	<b>570</b>	<b>579</b>	<b>560</b>	<b>547</b>	<b>529</b>	<b>504</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	(42)	(82)	42	(8)	(3)	40	16	1
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>623</b>	<b>517</b>	<b>612</b>	<b>571</b>	<b>557</b>	<b>587</b>	<b>545</b>	<b>505</b>
Total des charges d'exploitation	(325)	(319)	(320)	(344)	(323)	(328)	(313)	(345)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>298</b>	<b>198</b>	<b>292</b>	<b>227</b>	<b>234</b>	<b>259</b>	<b>232</b>	<b>160</b>
Charge d'impôt sur le résultat	(79)	(53)	(78)	(40)	(63)	(69)	(63)	(35)
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>219</b>	<b>145</b>	<b>214</b>	<b>187</b>	<b>171</b>	<b>190</b>	<b>169</b>	<b>125</b>
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	206	133	203	176	159	179	158	113
- au détenteur d'actions privilégiées	13	12	11	11	12	11	11	12
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,38	0,24	0,37	0,32	0,29	0,32	0,29	0,21

## Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Les produits d'intérêts nets ont continué d'augmenter au troisième trimestre de 2022 du fait surtout à l'accroissement de la marge d'intérêts nette qu'a permis l'amélioration des écarts par suite de l'essor des prêts. Le bilan ayant poursuivi sa forte croissance, les résultats des premier, deuxième et troisième trimestres de 2022 ont également bénéficié des majorations de taux pratiquées par la banque centrale dans chacune de ces périodes.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Les principaux facteurs de variation d'un trimestre à l'autre sont les commissions de prise ferme et celles générées par les services-conseils, lesquelles sont fonction des activités. Quoi qu'il en soit, on note une tendance sous-jacente à la hausse des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et des cartes de crédit. Du premier au troisième trimestre de 2022, les produits de commissions nets ont légèrement diminué chaque trimestre en raison de la baisse des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, les conditions de marché s'étant détériorées. À partir du quatrième trimestre de 2020, les produits de commissions nets avaient augmenté de manière constante, atteignant un sommet historique<sup>1</sup> au cours du quatrième trimestre de 2021.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Du troisième trimestre de 2020 au premier trimestre de 2022, ils sont demeurés pour ainsi dire les mêmes. La baisse au troisième trimestre de 2022 s'explique principalement par une variation défavorable de l'inefficacité des couvertures. La diminution enregistrée au deuxième trimestre de 2022 a découlé d'une variation défavorable de la valeur des facilités de syndication de prêts.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent varier d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes.

Au troisième trimestre de 2022, les pertes de crédit attendues ont consisté en une charge en lien essentiellement avec des prêts productifs, découlant des variations défavorables des variables macroéconomiques prospectives. Les pertes de crédit attendues ont consisté en une charge au deuxième trimestre de 2022, laquelle a découlé essentiellement d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts de stade 3 qui a été sortie du bilan en raison de nouveaux facteurs défavorables. À cette imputation s'est ajoutée une charge au titre des prêts productifs du fait de la détérioration des variables macroéconomiques prospectives. La reprise constatée au premier trimestre de 2022 a résulté essentiellement d'une reprise liée aux prêts productifs au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ce facteur a été atténué par l'incidence d'une charge reflétant une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des pressions inflationnistes sur les perspectives

économiques. À ces facteurs s'est ajoutée une variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts de stade 3 qui a donné lieu à une charge en raison principalement d'un prêt élevé, facteur annulé en partie par des reprises dans celui de l'énergie. La charge constatée au quatrième trimestre de 2021 avait découlé d'une perte de valeur liée à un prêt productif, ce qui avait été atténué par des reprises liées à des prêts non productifs dans celui de l'énergie. Au troisième trimestre de 2021, la charge d'un faible montant était en lien avec deux prêts non productifs dans le secteur de l'énergie, ce qui avait été atténué par une reprise liée aux prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant encore améliorées. Du quatrième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021, et même si les reprises avaient été modestes au quatrième trimestre de 2020, les pertes de crédit attendues avaient consisté en des reprises sur les prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées. Ce facteur avait été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie au premier trimestre de 2021 et à des prêts non productifs dans divers secteurs au cours du quatrième trimestre de 2020.

En ce qui concerne nos charges d'exploitation, notre objectif consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan tout en veillant à gérer nos coûts avec prudence, vu le contexte économique qui prévaut. Depuis 2020, nous avons rationalisé encore plus nos processus et avons accordé la priorité à l'élaboration de solutions numériques afin d'aider nos clients.

En raison des tendances décrites ci-dessus, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré, si ce n'est au deuxième trimestre de 2022 où nous avons constaté une charge importante au titre des pertes de crédit attendues, comme il est décrit précédemment. Au premier trimestre de 2022, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a atteint son niveau le plus élevé en dix ans. Au cours du troisième trimestre de 2022, nous avons dépassé cette marque.

<sup>1</sup> Record pour un trimestre depuis 2012 où les produits de commissions nets ont commencé à être présentés de manière distincte.

## Survol et perspectives économiques

*Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.*

### Ralentissement de la croissance économique

Au Canada, nous nous attendons à une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 3,3 % en 2022, une baisse par rapport à nos prévisions antérieures qui s'établissaient à 3,6 %. En 2023, nous avons révisé à la baisse nos prévisions de la croissance du PIB pour l'établir à 0,9 %, par rapport à nos prévisions antérieures qui s'élevaient à 2,2 %. Nous avons également formulé des prévisions de croissance économique pour 2024 de 1,6 %.

La trajectoire de croissance plus modérée au Canada s'explique entre autres par l'anticipation d'une augmentation plus marquée du taux directeur par la Banque du Canada que ce qui était attendu. Nous prévoyons dorénavant que le taux directeur de la Banque du Canada atteindra 4,25 % au début de 2023, ce qui représenterait une hausse par rapport au début de 2022 alors que le taux était de 0,25 %. Nous prévoyions précédemment que la Banque du Canada ferait une pause des majorations en fixant le taux à 3,5 %.

La Banque du Canada connaît actuellement un de ses cycles de resserrement les plus sévères et, jusqu'à récemment, elle avait augmenté son taux directeur plus que toute autre banque centrale d'envergure.

### **Hausse significative du taux directeur de la Banque du Canada**

Selon nous, le faux sentiment de sécurité qu'a procuré une des principales mesures de l'inflation de base en ce qui concerne les tendances inflationnistes sous-jacentes à la fin de 2021 et au début de 2022 est l'une des raisons qui justifient l'ampleur de la hausse du taux directeur de la Banque du Canada. Par exemple, alors que la Banque du Canada commençait à relever son taux directeur en mars 2022, le gouverneur, M. Tiff Macklem, soulignait que l'inflation des prix à la consommation commune (IPC-commune), une des principales mesures de l'inflation de base, se situait « seulement » à 2,3 % d'un exercice à l'autre, ou légèrement au-dessus du taux cible, mais bien en deçà des autres mesures de l'inflation de base. Cependant, au cours de l'été, l'IPC-commune, une mesure estimée au moyen d'une technique statistique sophistiquée, a été constamment révisée à la hausse. Selon l'IPC du mois d'août, le taux publié le plus récent, l'IPC-commune estimative s'est chiffrée à 3,8 % d'un exercice à l'autre en janvier 2022 et est conforme aux autres mesures de l'inflation de base.

En réalité, l'IPC-commune estimative s'élève à plus de 3 % d'un exercice à l'autre, ou dépasse la limite supérieure de la fourchette de maîtrise de l'inflation de la Banque du Canada, depuis août 2021. Ainsi, l'inflation sous-jacente, qui semblait inférieure au taux cible jusqu'en janvier 2022, était plutôt supérieure à 3 %. Cet écart indique que la Banque du Canada n'a pas commencé son cycle de resserrement du taux assez rapidement et des hausses de taux significatives ont été nécessaires afin d'abolir les mesures de relance, l'inflation ayant atteint un sommet de 8,1 % d'un exercice à l'autre et les prévisions d'une inflation plus élevée risquant de se confirmer.

D'ailleurs, le sous-gouverneur de la Banque du Canada, Paul Beaudry, a affirmé a posteriori que les gouvernements et les banques centrales auraient dû abolir les mesures de relance plus tôt.

### **Le marché de l'habitation, le plus durement touché par la hausse des taux**

Le faible niveau des investissements résidentiels est le principal facteur de la révision à la baisse de la croissance du PIB en 2022 et en 2023. L'augmentation marquée des taux d'intérêt vers la fin du premier trimestre et au deuxième trimestre a entraîné une diminution importante des ventes et des prix des logements existants. Le recul, à notre avis, indique que le marché de l'habitation est devenu surévalué vers la fin de la pandémie et vulnérable à une hausse des taux. Par exemple, l'augmentation des prix des logements a nui à l'abordabilité des logements, la

faisant diminuer à ses niveaux les plus faibles depuis le début des années 1990. En outre, un nombre grandissant d'emprunteurs hypothécaires étaient considérés comme étant surendettés, affichant un ratio de prêt sur les revenus supérieur à 450 %, et près de 60 % des hypothèques étaient assorties d'un taux d'intérêt variable. Ces tendances ne pouvaient pas se poursuivre, exposant le marché de l'habitation au risque d'un rééquilibrage.

### **L'ajustement du marché de l'habitation n'est pas terminé**

Après une baisse annualisée de 27,6 % des investissements résidentiels au deuxième trimestre, nous nous attendons à d'autres baisses dans les deux chiffres au cours des troisième et quatrième trimestres et à des baisses moindres au cours de la plus grande partie de 2023. Dans l'ensemble, les investissements résidentiels devraient diminuer de 9,8 % en 2022 et de 9,3 % en 2023, alors qu'un léger rebond est prévu en 2024. L'ajustement devrait entraîner une chute des prix des logements d'un peu plus de 20 % par rapport à leur sommet. De fait, malgré cette baisse, les prix des logements demeureraient supérieurs aux niveaux pré-pandémiques. Tant que la Banque du Canada est déterminée à augmenter les taux en vue de réduire l'inflation, les risques pointent vers un scénario pessimiste.

### **L'ajustement des prix à la consommation général n'a pas encore eu lieu**

Les répercussions de la hausse des taux d'intérêt sur les dépenses de consommation devraient évoluer plus lentement que celles sur le marché de l'habitation. En 2022, nous prévoyons une hausse des dépenses de consommation de 5,6 %, ce qui reflète la libération de la demande refoulée pour les services, soutenue par une croissance des revenus solide en raison du regain du marché de l'emploi et du niveau élevé d'épargne des ménages. Cependant, la hausse des dépenses de consommation devrait ralentir pour s'établir à 2,0 % en 2023 et à 1,5 % en 2024, car les effets de la libération de la demande refoulée s'estomperont et l'incidence de l'augmentation de taux d'intérêt et des prix nuira à la demande. De plus, la croissance devrait ralentir en raison de la détérioration du marché de l'emploi, car le taux de chômage devrait augmenter par rapport à son creux historique de 4,9 % pour s'établir à environ 6 % au cours de 2023.

### **L'inflation atteint un sommet au Canada**

L'inflation a déjà diminué, passant de 8,1 % d'un exercice à l'autre en juin 2022 à 6,9 % en septembre. Cette baisse s'explique en grande partie par une diminution marquée des prix de l'essence qui a fait reculer l'inflation annuelle des prix de l'essence à 13,2 %, alors qu'elle se situait à plus de 54 %. Bien que cette baisse soit un soulagement, les prix de l'essence demeurent bien au-dessus des niveaux d'avant la pandémie. Par ailleurs, les répercussions sur la chaîne d'approvisionnement mondiale ont commencé à s'atténuer, ce qui a réduit la pression à la hausse sur les prix des biens. En outre, deux composantes de l'IPC liées aux prix se sont apaisées.

Par conséquent, plusieurs des facteurs qui ont contribué à la hausse de l'inflation en 2021 s'estompent. Toutefois, l'inflation demeure bien au-dessus du taux cible de 2 % de la Banque du Canada et la rapidité à laquelle se réalisera le recul de l'inflation dans l'avenir suscite de nombreuses préoccupations.

Par exemple, la récente dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain survient à une période pendant laquelle le Canada tend à augmenter ses importations de produits alimentaires en provenance des États-Unis. Cette situation indique que l'inflation des aliments achetés en magasin, qui se situe déjà à 11,4 % d'un exercice à l'autre, devrait continuer à augmenter et pourrait atteindre les niveaux observés au début des années 1980 d'environ 15 %. De plus, l'affaiblissement du dollar canadien pourrait neutraliser certaines répercussions du rétablissement des chaînes d'approvisionnement sur les prix des biens, car de nombreux biens à la consommation sont importés au Canada.

Ainsi, en raison des prix de l'essence toujours élevés, de la hausse persistante de l'inflation du prix des aliments, du transfert éventuel de l'incidence du taux de change aux prix des biens et de l'augmentation des coûts d'emprunt, le poids du coût de la vie continuera de peser sur les ménages canadiens.

Nous ne prévoyons pas de récession en 2023, mais les risques qu'il y en ait une ont augmenté. Cela dit, la piste pour un atterrissage en douceur s'est rétrécie. Malgré les risques de récession élevés, nous ne nous attendons pas à ce que la Banque du Canada diminue le taux directeur avant que 2024 soit bien entamée.

### **La politique budgétaire devrait demeurer quelque peu expansionniste**

Bien que la Banque du Canada essaie de tempérer la vigueur de la demande intérieure, la politique budgétaire devrait demeurer quelque peu expansionniste. L'augmentation des prix des marchandises a fait grimper les revenus du gouvernement fédéral, ce qui pointe vers des risques de dégradation du déficit budgétaire prévu pour 2022 qui devrait correspondre à 2,0 % du PIB. Cependant, le gouvernement fédéral a également annoncé des mesures visant à atténuer les répercussions de la hausse de l'inflation sur les familles à faible revenu et pour aider à résoudre les difficultés liées à l'abordabilité des logements. Il est également attendu que le gouvernement fédéral finance un programme national de soins dentaires. Par conséquent, il existe des risques de hausse des dépenses prévues, ce qui laisse entendre qu'il pourrait y avoir des déficits budgétaires pendant plusieurs années.

### **Le Canada dans un contexte mondial**

Le programme budgétaire du gouvernement du Canada est considéré comme étant quelque peu expansionniste dans un contexte où il y a une demande excédentaire et des pressions inflationnistes. Cependant, nous percevons cette situation comme n'étant qu'un enjeu modeste pour la Banque du Canada, alors qu'elle essaie de maîtriser l'inflation. Cette situation est différente de celle du Royaume-Uni où le gouvernement vient tout juste de présenter un « mini » budget très expansionniste qui semble viser à stimuler la demande dans une économie où l'offre est limitée, tandis que la Banque d'Angleterre augmente les taux afin de ralentir la demande et de diminuer l'inflation. Les mesures de relance budgétaire pourraient contraindre la Banque d'Angleterre à considérablement augmenter le taux directeur ou à imposer un frein plus ferme. Les difficultés économiques et financières accrues ont entraîné la dépréciation marquée de la livre sterling et la hausse significative des rendements des obligations dans l'ensemble de la courbe de rendement.

Aux États-Unis, le resserrement du marché de l'emploi et l'inflation qui persiste ont incité la Réserve fédérale à utiliser une approche plus agressive. Par conséquent, nous constatons que la Réserve fédérale augmente son taux directeur dans une fourchette allant de 4,5 % à 4,75 %, par rapport à nos prévisions précédentes qui annonçaient un taux des fonds fédéraux maximal entre 4,0 % et 4,25 %. Le caractère incisif de la Réserve fédérale au moment où des signes indiquent que l'inflation a atteint un sommet au Canada représente un facteur d'explication déterminant de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain.

---

## **Faits nouveaux en matière de réglementation**

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre Rapport et états financiers annuels 2021 ainsi que dans les mises à jour figurant dans nos Rapports intermédiaires du premier trimestre et du deuxième trimestre de 2022. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au troisième trimestre de 2022 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

### **Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)**

En juillet, le BSIF a publié la version finale de la ligne directrice B-13 intitulée *Gestion du risque lié aux technologies et du cybersécurité*. La ligne directrice porte sur trois domaines : la gouvernance et la gestion des risques, les activités et la résilience technologiques et la cybersécurité, et elle établit les attentes à l'endroit des institutions financières fédérales (« IFF ») pour qu'elles assurent une saine gestion du risque lié aux technologies et du cybersécurité. La ligne directrice B-13 entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Nous avons initialement évalué les exigences et nous ne prévoyons aucun enjeu à l'égard de la conformité aux exigences d'ici la date d'entrée en vigueur.

En juillet, le BSIF a publié ses réponses aux questions fréquemment posées sur les réformes de Bâle III, visant à soutenir la mise en œuvre au Canada, qui concernent les questions sur les versions finales de la ligne directrice sur les normes de fonds propres, de la ligne directrice sur les exigences de levier et de la ligne directrice sur les normes de liquidité que le BSIF a publiées en janvier 2022. À l'avenir, le BSIF pourrait intégrer du contenu supplémentaire dans les questions fréquemment posées. En outre, le BSIF a publié des mises à jour apportées à son recueil d'instructions des normes de fonds propres de Bâle 2023 et à son relevé des normes de fonds propres de Bâle 2023.

En septembre, le BSIF a annoncé qu'il avait déterminé que le ratio de levier excluant les réserves auprès des banques centrales n'est plus nécessaire ou approprié. À partir du 1<sup>er</sup> avril 2023, les institutions de dépôt seront tenues d'inclure les réserves auprès des banques centrales dans la mesure de leur exposition aux fins du ratio de levier.

De plus, en septembre, le BSIF a publié la version intégrale du gabarit du relevé des flux de trésorerie nets cumulatifs conforme aux modifications annoncées précédemment dans les normes de liquidité.

### Administrations publiques et autres organismes de réglementation

#### Vie privée

En juin, le gouvernement du Canada a déposé le projet de loi C-27 intitulé *Loi sur la mise en œuvre de la Charte du numérique*. Le projet de loi propose une réforme importante des lois sur la protection de la vie privée s'appliquant au secteur privé qui vise, entre autres, la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (« LPRPDE ») qui régit le traitement des renseignements personnels et édicte la nouvelle *Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs* (« LPVPC »), et la *Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données* (« LTPRPD »). Le projet de loi propose également des règles pour régir les systèmes d'intelligence artificielle à incidence élevée dans le secteur privé en vertu de la nouvelle *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* (« LIAD »). Ces nouvelles lois visent à créer de nouveaux règlements pour le développement et l'utilisation responsables de l'intelligence artificielle et à renforcer le cadre canadien sur la confidentialité des données.

#### Mesures fiscales canadiennes

Le 9 août, le ministère des Finances a publié des propositions législatives qui prévoient, entre autres, une taxe additionnelle de 1,5 % imposée aux banques et aux groupes de sociétés d'assurance-vie et applicable à leur revenu imposable, sous réserve d'une exemption de 100 M\$ partager entre les membres du groupe. La taxe additionnelle s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022. Par conséquent, la taxe sera calculée au prorata pour une année d'imposition qui inclut le 7 avril 2022. La banque suit l'évolution du statut des propositions législatives, sur lesquelles le public peut émettre des commentaires jusqu'au 30 septembre 2022.

## Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2021* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat et aux actifs d'impôt différé ainsi qu'aux obligations au titre des prestations définies. Au cours de la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2021, lesquels sont décrits aux pages 34 et 35, 49 et 50 et 86 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

## Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

## Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

## Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2022 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

## Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour obtenir des détails à ce sujet.

Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capital-actions ordinaire à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, sans que cela entraîne un changement dans le nombre d'actions émises.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires et privilégiées sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

## Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs. Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2021* ainsi que dans les sections qui en traitent.

La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » à la page 44 comprend un résumé de l'examen stratégique de la Banque HSBC Canada.

### Risque de crédit

	Page
Gestion du risque de crédit	23
Sommaire du risque de crédit	24
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	25
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	29
Qualité de crédit des instruments financiers	30
Prêts de gros	33
Prêts personnels	35
Prêts douteux	38

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations de paiement contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

### Gestion du risque de crédit

Si ce n'est d'une mise à jour de la politique concernant les prêts renégociés et les délais de grâce, tel qu'il est décrit dans la section suivante, aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit au cours de l'exercice.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 42 du *Rapport et états financiers annuels 2021* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

### Prêts renégociés et délai de grâce\*

Avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la définition de « délai de grâce » a été élargie afin d'englober les clients qui commencent à éprouver des problèmes de crédit et à allonger la liste des dérogations pour y inclure celles liées aux non-paiements. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur notre information financière.

## Rapport de gestion

Un client est considéré avoir obtenu un délai de grâce lorsque les deux critères suivants sont remplis :

- Il est aux prises avec des difficultés financières ou est sur le point de l'être (quel que soit leur degré de gravité);
- Une dérogation (liée au paiement ou au non-paiement) lui est accordée en raison de ses problèmes financiers.

## Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute et la valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 30 septembre 2022, la correction de valeur pour PCA comprenait une somme de 329 M\$ relative aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 29 M\$ en lien avec les engagements de prêts et les garanties financières et un autre de 1 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

### Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9\*

	Notes	Au			
		30 sept. 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		75 976	(304)	69 033	(334)
– particuliers		36 601	(95)	35 341	(75)
– grandes sociétés et entreprises		39 375	(209)	33 692	(259)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		900	–	1 659	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		27 130	(25)	28 134	(28)
– trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale		4 092	–	13 955	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		17	–	9	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		8 331	–	9 058	–
– placements financiers		7 902	–	–	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 170	(9)	3 556	(8)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	3 618	(16)	1 556	(20)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		104 006	(329)	98 826	(362)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		46 241	(27)	46 737	(31)
– particuliers		8 175	(1)	8 141	(2)
– grandes sociétés et entreprises		38 066	(26)	38 596	(29)
Garanties financières	2	1 942	(2)	1 949	(4)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 935	(2)	1 942	(4)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	48 183	(29)	48 686	(35)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	15 368	–	14 958	–

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA\*

	Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>1</sup>				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	65 424	10 218	334	75 976	(45)	(163)	(96)	(304)	0,1	1,6	28,7	0,4
– particuliers	33 962	2 539	100	36 601	(13)	(66)	(16)	(95)	–	2,6	16,0	0,3
– grandes sociétés et entreprises	31 462	7 679	234	39 375	(32)	(97)	(80)	(209)	0,1	1,3	34,2	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	900	–	–	900	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	26 791	323	16	27 130	(3)	(6)	(16)	(25)	–	1,9	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	42 319	3 803	119	46 241	(8)	(18)	(1)	(27)	–	0,5	0,8	0,1
– particuliers	7 995	141	39	8 175	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	34 324	3 662	80	38 066	(7)	(18)	(1)	(26)	–	0,5	1,3	0,1
Garanties financières <sup>2</sup>	1 856	70	16	1 942	(1)	(1)	–	(2)	0,1	1,4	–	0,1
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 849	70	16	1 935	(1)	(1)	–	(2)	0,1	1,4	–	0,1
<b>Au 30 sept. 2022</b>	<b>137 290</b>	<b>14 414</b>	<b>485</b>	<b>152 189</b>	<b>(57)</b>	<b>(188)</b>	<b>(113)</b>	<b>(358)</b>	<b>–</b>	<b>1,3</b>	<b>23,3</b>	<b>0,2</b>

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA\* (suite)

	Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>1</sup>				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	62 493	6 198	342	69 033	(62)	(145)	(127)	(334)	0,1	2,3	37,1	0,5
– particuliers	33 756	1 455	130	35 341	(9)	(44)	(22)	(75)	–	3,0	16,9	0,2
– grandes sociétés et entreprises	28 737	4 743	212	33 692	(53)	(101)	(105)	(259)	0,2	2,1	49,5	0,8
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 659	–	–	1 659	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	27 768	346	20	28 134	(3)	(5)	(20)	(28)	–	1,4	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	42 403	4 275	59	46 737	(15)	(16)	–	(31)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	7 990	138	13	8 141	(2)	–	–	(2)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	34 413	4 137	46	38 596	(13)	(16)	–	(29)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières <sup>2</sup>	1 848	80	21	1 949	(1)	(2)	(1)	(4)	0,1	2,5	4,8	0,2
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 841	80	21	1 942	(1)	(2)	(1)	(4)	0,1	2,5	4,8	0,2
<b>Au 31 déc. 2021</b>	<b>136 171</b>	<b>10 899</b>	<b>442</b>	<b>147 512</b>	<b>(81)</b>	<b>(168)</b>	<b>(148)</b>	<b>(397)</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>33,5</b>	<b>0,3</b>

1 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

**Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA\***

Au troisième trimestre de 2022, les corrections de valeur pour PCA reflétaient une plus grande incertitude relative à l'évaluation puisque la conjoncture économique demeurait volatile, les prévisions économiques se faisant moins optimistes qu'au quatrième trimestre de 2021. Cette situation s'expliquait par les risques et les incertitudes accrus liés au contexte macroéconomique et géopolitique plus général.

En raison de ces incertitudes, les jugements et estimations de la direction demeurent axés sur la prudence, et ce, tant en ce qui concerne la sélection et la pondération des scénarios économiques que le recours à des ajustements subjectifs de la direction, lesquels reflètent la façon dont les conditions économiques interagissent avec les résultats modélisés et sont décrits plus en détail ci-dessous.

La constatation et l'évaluation des PCA exigent de poser des jugements importants et d'effectuer de nombreuses estimations. Nous élaborons divers scénarios économiques en nous appuyant sur des prévisions économiques, nous appliquons les hypothèses ainsi formulées aux modèles portant sur le risque de crédit afin d'estimer les pertes de crédit futures et nous en pondérons les résultats sur une base probabiliste afin d'en arriver à une estimation objective des PCA.

**Méthodologie**

Au cours du troisième trimestre, quatre scénarios portant sur l'économie ont été utilisés pour rendre le contexte économique actuel et pour exprimer la vision de la direction quant à l'éventail des résultats possibles.

Trois des quatre scénarios standards ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles : un scénario central qui représente des prévisions de base; et deux scénarios périphériques qui

## Rapport de gestion

reflètent les écarts à tendance optimiste et les écarts à tendance pessimiste par rapport au scénario central. Le quatrième scénario, soit le deuxième scénario pessimiste, illustre l'opinion de la direction quant aux risques les plus importants.

Au cours du premier et du deuxième trimestres de 2022, la direction a choisi d'utiliser un cinquième scénario, appelé « premier scénario pessimiste », qui a pour objet de rendre compte des conséquences d'une crise mondiale persistante sur le plan de l'approvisionnement, crise qui maintiendrait l'inflation à un niveau élevé pendant une longue période, qui hausserait le chômage et qui ralentirait la croissance du PIB. Ces prévisions inflationnistes sont maintenant intégrées dans le scénario central.

### Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

Compte tenu de la conjoncture actuelle, les prévisions économiques demeurent hautement incertaines. La hausse de l'inflation, la fluctuation des prix de l'énergie et l'imposition de mesures rigoureuses par les responsables de la santé publique en Asie en réponse à la pandémie continuent de perturber la conjoncture économique mondiale. Les politiques monétaires restrictives et les modifications rapides aux politiques budgétaires rendent les résultats économiques futurs difficiles à prévoir. La croissance économique mondiale a ralenti et les prévisions économiques du troisième trimestre se sont détériorées. De plus, le resserrement des taux d'intérêt à l'échelle mondiale nuit de plus en plus à la croissance. Les répercussions sur les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont été défavorables et les prévisions des prix des logements, en particulier, ont diminué. En outre, des risques géopolitiques planent également, tels que la prolongation et l'intensification de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le non-règlement des différends entre les États-Unis et la Chine au sujet de nombreux enjeux stratégiques et l'évolution des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Au Canada, l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et le marché de l'habitation représentent les principales sources d'incertitude qui persistent. Les risques de détérioration de la croissance découlent de la hausse de l'inflation stimulée par les coûts imputable aux difficultés accrues liées à la chaîne d'approvisionnement et à l'accroissement des salaires attribuable aux pressions, notamment l'inflation ou le resserrement du marché de l'emploi, et de la capacité des politiques monétaires actuelles de ramener l'inflation au taux cible établi par la Banque du Canada. Le coût d'emprunt, et non plus l'offre restreinte, est maintenant le principal facteur influant sur l'activité du marché de l'habitation et les prix des logements. Parmi les obstacles au marché de l'habitation, notons un

ralentissement plus marqué que prévu, ce qui comprend une correction des prix plus sévère.

Les quatre scénarios qui ont servi à calculer les PCA au 30 septembre 2022 sont les suivants :

- Le scénario central consensuel : Ce scénario propose une croissance inférieure à la tendance pendant une période initiale dans la plupart des marchés, car l'inflation et le resserrement des politiques monétaires compriment les marges des entreprises et le revenu réel disponible des ménages. La croissance retrouve sa tendance à long terme prévue au cours des exercices à venir, les banques centrales ramenant la croissance à son taux cible.
- Le scénario optimiste consensuel : Aux termes de ce scénario, la reprise de l'activité économique à court terme est plus forte que celle prévue dans le scénario central consensuel. Ainsi, la croissance s'accélère, l'emploi se replie davantage et les marchés des capitaux ainsi que les prix des logements enregistrent des hausses plus solides que dans le scénario central.
- Le scénario pessimiste consensuel : Dans ce scénario, l'activité économique est plus faible que dans le scénario central, en raison d'un choc temporaire de la demande, ce qui crée une récession mondiale modérée. Selon ce scénario, le PIB se contracte, le chômage est en hausse et les marchés des capitaux et les prix des logements affichent un recul. Il est structuré de façon à représenter une baisse de l'inflation et des prix des marchandises, suivie d'une reprise graduelle vers les tendances attendues à long terme.
- Le deuxième scénario pessimiste : Ce scénario reflète l'opinion de la direction quant à la queue de la distribution économique et illustre la cristallisation simultanée de plusieurs risques qui entraînent une augmentation de l'inflation et des taux d'intérêt beaucoup plus importante que dans le scénario central. Ce scénario propose une escalade de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'accentuation des ratés de la chaîne d'approvisionnement et l'émergence de souches de la COVID-19 résistantes au vaccin, facteurs qui causent une récession mondiale profonde, une augmentation rapide du chômage et une baisse marquée des prix de l'habitation.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'aux scénarios supplémentaires.

## Projections macroéconomiques<sup>1, 2</sup>

	Scénario central		Scénario optimiste consensuel		Scénario pessimiste consensuel			Deuxième scénario pessimiste		
	Moyenne quinquennale	Moyenne quinquennale	Meilleurs résultats		Moyenne quinquennale	Pires résultats		Moyenne quinquennale	Pires résultats	
<b>30 sept. 2022</b>										
Croissance du PIB (%)	1,8	3,0	4,7	(T3 23)	0,7	(2,6)	(T3 23)	0,6	(4,4)	(T3 23)
Taux de chômage (%)	5,7	5,3	4,6	(T2 23)	6,2	6,7	(T3 23)	9,2	11,3	(T1 24)
Indice de prix des logements (%)	0,3	2,4	5,8	(T3 24)	(2,0)	(24,5)	(T2 23)	(4,2)	(40,3)	(T3 23)
Prix du pétrole Brent (\$ US le baril)	76,9	107,6	164,5	(T3 23)	61,1	41,7	(T3 23)	78,0	65,0	(T2 24)
Taux d'inflation	2,6	3,6	3,9	(T4 23)	2,2	7,6	(T4 22)	2,5	8,1	(T4 22)
Probabilité (%)	65		5			20			10	
<b>31 décembre 2021</b>										
Croissance du PIB (%)	2,5	4,0	9,1	(T3 22)	1,6	(0,5)	(T4 22)	0,4	(13,9)	(T4 22)
Taux de chômage (%)	5,9	5,5	5,0	(T2 23)	6,4	7,3	(T3 22)	9,4	11,5	(T2 23)
Indice de prix des logements (%)	3,3	5,8	16,0	(T4 22)	1,7	(2,3)	(T4 22)	(2,2)	(23,8)	(T1 23)
Prix du pétrole Brent (\$ US le baril)	66,1	79,1	101,8	(T2 22)	54,3	34,9	(T4 22)	40,0	26,4	(T1 23)
Taux d'inflation	2,2	2,5	2,7	(T4 23)	1,9	3,1	(T1 22)	0,9	3,0	(T1 22)
Probabilité (%)	75		10			10			5	

1 Les projections macroéconomiques au 30 septembre 2022 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T4 2022 au T3 2027 (moyennes de la période allant du T1 2022 au T4 2026 au 31 décembre 2021).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée a été enregistré, pour les deux premières années du scénario.

### Probabilités attribuées dans les scénarios

Les pondérations attribuées aux scénarios ont changé en regard de celles employées au 31 décembre 2021. Compte tenu des incertitudes accrues et de la volatilité financière et économique causées par la forte inflation et l'augmentation des taux d'intérêt au cours des neuf premiers mois de 2022, la direction a attribué des pondérations plus élevées aux scénarios pessimistes. Au 30 septembre 2022, une pondération combinée de 70 % (85 % au 31 décembre 2021) avait été attribuée aux scénarios central et optimiste consensuels et une pondération de 30 % (15 % au 31 décembre 2021) avait été attribuée aux scénarios pessimistes.

### Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit durant l'examen et la critique des modèles par la direction.

Ces ajustements comprennent l'amélioration des données d'entrée, et l'utilisation des résultats des modèles ajustés selon le jugement de la direction et d'analyses quantitatives plus détaillées afin de définir les répercussions qu'il est difficile de modéliser.

Au 30 septembre 2022, la direction avait posé des jugements subjectifs afin de refléter la dynamique du risque de crédit non prise en compte dans nos modèles. Les facteurs exigeant des ajustements subjectifs de la part de la direction continuent d'évoluer en phase avec la conjoncture économique.

Lorsque les perspectives macroéconomiques et celles concernant les risques liés aux portefeuilles s'améliorent sans cesse, comme en font foi de faibles taux de défaillance, les ajustements apportés dans le but de refléter l'accroissement prévu des risques sont retranchés ou réduits.

Par contre, d'autres ajustements sont augmentés si aucune amélioration des perspectives quant aux risques des portefeuilles n'est attendue ou si les résultats modélisés se révèlent trop sensibles, vu la légère dégradation des portefeuilles sous-jacents observée durant la présente pandémie, ou s'il appert que les risques propres à un secteur n'ont pas été adéquatement évalués.

Nous avons instauré des mesures de gouvernance interne afin de surveiller régulièrement les ajustements subjectifs de la direction et, lorsque cela est possible, de réduire le recours à ceux-ci par voie du recalibrage ou de la refonte des modèles, au fil du temps, selon ce qui convient.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 30 septembre 2022 sont indiqués dans le tableau suivant.

### Ajustements subjectifs de la direction aux PCA<sup>1</sup>

	Prêts de détail	Prêts de gros	Total
	M\$	M\$	M\$
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	15	93	108
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	34	—	34
<b>30 septembre 2022</b>	<b>49</b>	<b>93</b>	<b>142</b>
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	32	122	154
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	21	—	21
<b>31 décembre 2021</b>	<b>53</b>	<b>122</b>	<b>175</b>

1 Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Si la direction juge qu'il se peut que des ajustements aux PCA soient nécessaires, elle les apporte selon la répartition des expositions en fonction des stades. De plus, dans la mesure où les ajustements sont motivés par des changements dans l'appréciation du risque de crédit ou y sont imputables, la direction tient compte du stade approprié que ce soit pour un prêt individuel lorsque cela est possible ou pour un ensemble de prêts dans un secteur si cela se révèle nécessaire.

Lorsque nous procédons à de tels ajustements, nous évaluons si le risque de crédit a changé fortement ou non. Advenant, que pour un compte ou un portefeuille, un changement important du risque de crédit est décelé, nous transférons les prêts concernés entre les stades 1 et 2 selon que le changement est positif ou négatif en regard du modèle. L'ajustement correspondant aux PCA est fondé

## Rapport de gestion

sur la répartition des stades dans le portefeuille, les prêts de stade 1 étant mesurés en fonction des PCA sur 12 mois, alors que ceux de stade 2 le sont d'après les PCA sur leur durée de vie.

### Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies, et il est possible que les résultats réels diffèrent considérablement des scénarios présentés dans l'analyse de sensibilité des PCA. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance d'un portefeuille donné l'est également.

L'analyse de sensibilité des portefeuilles de prêts de gros et de ceux de détail pour chaque scénario tient compte des ajustements subjectifs de la direction, selon ce qui convient.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les

prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

### Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

#### Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)<sup>1</sup>

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation <sup>2</sup>	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
PCA présentées	167	192
Scénario central consensuel – 100 %	49	125
Scénario optimiste consensuel – 100 %	34	78
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	108	192
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	1 451	1 431
Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>3</sup>	112 287	109 335

1 Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.

2 Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.

3 Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

### Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

#### Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)<sup>1</sup>

PCA associées aux prêts et avances à des clients <sup>2</sup>	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
PCA présentées	88	71
Scénario central consensuel – 100 %	83	69
Scénario optimiste consensuel – 100 %	72	66
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	101	74
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	201	112
Valeur comptable brute	36 744	35 440

1 La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.

2 La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

## Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

	Note	Trimestre clos le								
		30 sept. 2022				30 sept. 2021				
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>		<b>51</b>	<b>150</b>	<b>82</b>	<b>283</b>	70	165	146	381	
Transferts d'instruments financiers	2	26	(25)	(1)	—	19	(23)	4	—	
– transferts du stade 1 au stade 2		(6)	6	—	—	(6)	6	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1		31	(31)	—	—	25	(25)	—	—	
– transferts vers le stade 3		—	(1)	1	—	—	(4)	4	—	
– transferts hors du stade 3		1	1	(2)	—	—	—	—	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(7)	8	—	1	(13)	4	—	(9)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		7	—	—	7	5	—	—	5	
Variations des paramètres de risque		(22)	52	17	47	(16)	4	26	14	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(4)	—	(5)	—	(3)	(2)	(5)	
Actifs sortis du bilan		—	—	(4)	(4)	—	—	(14)	(14)	
Change		—	1	3	4	—	1	2	3	
<b>Solde à la clôture de la période</b>		<b>54</b>	<b>182</b>	<b>97</b>	<b>333</b>	65	148	162	375	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(23)	56	17	50	(24)	5	24	5	
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(1)	(1)	—	—	(2)	(2)	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>		<b>(23)</b>	<b>56</b>	<b>16</b>	<b>49</b>	<b>(24)</b>	<b>5</b>	<b>22</b>	<b>3</b>	

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

<sup>2</sup> Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

## Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

	Note	Période de neuf mois close le								
		30 sept. 2022				30 sept. 2021				
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>		<b>78</b>	<b>163</b>	<b>128</b>	<b>369</b>	56	249	148	453	
Transferts d'instruments financiers	2	73	(92)	19	—	109	(115)	6	—	
– transferts du stade 1 au stade 2		(11)	11	—	—	(10)	10	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1		81	(81)	—	—	118	(118)	—	—	
– transferts vers le stade 3		—	(27)	27	—	—	(9)	9	—	
– transferts hors du stade 3		3	5	(8)	—	1	2	(3)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(36)	15	—	(21)	(47)	11	—	(36)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		18	—	—	18	12	—	—	12	
Variations des paramètres de risque		(76)	109	81	114	(63)	12	57	6	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(3)	(14)	(1)	(18)	(2)	(9)	(7)	(18)	
Actifs sortis du bilan		—	—	(134)	(134)	—	—	(43)	(43)	
Change		—	1	4	5	—	—	1	1	
<b>Solde à la clôture de la période</b>		<b>54</b>	<b>182</b>	<b>97</b>	<b>333</b>	65	148	162	375	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(97)	110	80	93	(100)	14	50	(36)	
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(5)	(5)	—	—	(5)	(5)	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>		<b>(97)</b>	<b>110</b>	<b>75</b>	<b>88</b>	<b>(100)</b>	<b>14</b>	<b>45</b>	<b>(41)</b>	

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

<sup>2</sup> Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

	Au 30 sept. 2022	Période de neuf mois close le 30 sept. 2022	Au 30 sept. 2021	Période de neuf mois close le 30 sept. 2021
	<b>Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit</b>	<b>Charge/(reprise) au titre des PCA</b>	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Tel qu'indiqué précédemment</b>	<b>333</b>	<b>88</b>	375	(41)
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	25	1	31	(11)
Contrats de garantie de bonne exécution	1	(7)	8	(1)
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	—
<b>Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période</b>	<b>359</b>	<b>82</b>	414	(53)

## Qualité de crédit des instruments financiers\*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de

la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

## Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

## Classement selon la qualité de crédit

Classement selon la qualité	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)	
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers\*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>1</sup>	16 158	—	—	—	—	16 158	—	16 158
– stade 1	16 158	—	—	—	—	16 158	—	16 158
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	37 473	20 428	14 624	3 117	334	75 976	(304)	75 672
– stade 1	37 464	18 309	9 434	217	—	65 424	(45)	65 379
– stade 2	9	2 119	5 190	2 900	—	10 218	(163)	10 055
– stade 3	—	—	—	—	334	334	(96)	238
Prêts et avances à des banques au coût amorti	891	—	9	—	—	900	—	900
– stade 1	891	—	9	—	—	900	—	900
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 960	2 072	1 006	76	16	27 130	(25)	27 105
– stade 1	23 960	1 969	858	4	—	26 791	(3)	26 788
– stade 2	—	103	148	72	—	323	(6)	317
– stade 3	—	—	—	—	16	16	(16)	—
<b>Total de la valeur comptable brute figurant au bilan</b>	<b>78 482</b>	<b>22 500</b>	<b>15 639</b>	<b>3 193</b>	<b>350</b>	<b>120 164</b>	<b>(329)</b>	<b>119 835</b>
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	65,3 %	18,7 %	13,0 %	2,7 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	17 375	19 809	8 168	770	119	46 241	(27)	46 214
– stade 1	17 322	18 506	6 361	130	—	42 319	(8)	42 311
– stade 2	53	1 303	1 807	640	—	3 803	(18)	3 785
– stade 3	—	—	—	—	119	119	(1)	118
Garanties financières <sup>2</sup>	1 134	428	303	61	16	1 942	(2)	1 940
– stade 1	1 134	428	275	19	—	1 856	(1)	1 855
– stade 2	—	—	28	42	—	70	(1)	69
– stade 3	—	—	—	—	16	16	—	16
<b>Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan</b>	<b>18 509</b>	<b>20 237</b>	<b>8 471</b>	<b>831</b>	<b>135</b>	<b>48 183</b>	<b>(29)</b>	<b>48 154</b>
<b>Au 30 sept. 2022</b>	<b>96 991</b>	<b>42 737</b>	<b>24 110</b>	<b>4 024</b>	<b>485</b>	<b>168 347</b>	<b>(358)</b>	<b>167 989</b>

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

## Rapport de gestion

### Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)\*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>1</sup>	14 962	—	—	—	—	14 962	—	14 962
– stade 1	14 962	—	—	—	—	14 962	—	14 962
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	35 475	17 915	13 937	1 364	342	69 033	(334)	68 699
– stade 1	35 300	16 653	10 321	219	—	62 493	(62)	62 431
– stade 2	175	1 262	3 616	1 145	—	6 198	(145)	6 053
– stade 3	—	—	—	—	342	342	(127)	215
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 659	—	—	—	—	1 659	—	1 659
– stade 1	1 659	—	—	—	—	1 659	—	1 659
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 733	2 513	1 776	92	20	28 134	(28)	28 106
– stade 1	23 732	2 480	1 550	6	—	27 768	(3)	27 765
– stade 2	1	33	226	86	—	346	(5)	341
– stade 3	—	—	—	—	20	20	(20)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	75 829	20 428	15 713	1 456	362	113 788	(362)	113 426
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	66,6 %	18,0 %	13,8 %	1,3 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	17 597	19 251	8 994	836	59	46 737	(31)	46 706
– stade 1	17 083	18 326	6 891	103	—	42 403	(15)	42 388
– stade 2	514	925	2 103	733	—	4 275	(16)	4 259
– stade 3	—	—	—	—	59	59	—	59
Garanties financières <sup>2</sup>	1 113	497	245	73	21	1 949	(4)	1 945
– stade 1	1 113	488	235	12	—	1 848	(1)	1 847
– stade 2	—	9	10	61	—	80	(2)	78
– stade 3	—	—	—	—	21	21	(1)	20
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 710	19 748	9 239	909	80	48 686	(35)	48 651
Au 31 déc. 2021	94 539	40 176	24 952	2 365	442	162 474	(397)	162 077

<sup>1</sup> Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

<sup>2</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

## Prêts de gros

### Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2022		31 déc. 2021	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
<i>Notes</i>				
<b>Grandes sociétés et entreprises</b>				
– agriculture, foresterie et pêches	900	(1)	646	(3)
– extraction minière et exploitation de carrières <sup>1</sup>	1 719	(34)	1 211	(69)
– fabrication	7 167	(33)	5 406	(31)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	244	(10)	250	(19)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	131	–	118	(1)
– construction	1 064	(5)	869	(12)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	7 139	(30)	6 024	(27)
– aviation, transport et entreposage	2 791	(11)	2 860	(29)
– hébergement et restauration	1 644	(20)	1 485	(26)
– édition, audiovisuel et diffusion	845	(4)	775	(1)
– immobilier	10 610	(37)	9 692	(19)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	869	(2)	725	(1)
– services administratifs et de soutien	811	(13)	837	(9)
– éducation	115	–	39	–
– santé et soins	411	(4)	259	–
– arts, divertissements et loisirs	254	–	285	(2)
– autres services	283	(1)	220	(2)
– gouvernement	31	–	32	–
– institutions financières non bancaires	2 347	(4)	1 959	(8)
<b>Total</b>	<b>39 375</b>	<b>(209)</b>	<b>33 692</b>	<b>(259)</b>
<b>Par région</b> <sup>2</sup>				
<b>Canada</b>	<b>36 642</b>	<b>(202)</b>	<b>31 569</b>	<b>(235)</b>
– Colombie-Britannique	10 488	(30)	9 323	(31)
– Ontario	13 836	(92)	12 077	(78)
– Alberta	5 357	(47)	4 783	(91)
– Québec	4 827	(18)	3 656	(18)
– Saskatchewan et Manitoba	1 391	(13)	1 153	(16)
– Provinces de l'Atlantique	743	(2)	577	(1)
<b>États-Unis d'Amérique</b>	<b>1 472</b>	<b>(5)</b>	<b>1 103</b>	<b>(6)</b>
<b>Autres</b>	<b>1 261</b>	<b>(2)</b>	<b>1 020</b>	<b>(18)</b>
<b>Total</b>	<b>39 375</b>	<b>(209)</b>	<b>33 692</b>	<b>(259)</b>

<sup>1</sup> La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 60 % de la valeur comptable brute et 72 % de la correction de valeur pour PCA au 30 septembre 2022 (environ 86 % de la valeur comptable brute et 96 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2021).

<sup>2</sup> L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

## Rapport de gestion

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

	Note	Trimestre clos le								
		30 sept. 2022				30 sept. 2021				
		Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>		<b>39</b>	<b>101</b>	<b>67</b>	<b>207</b>	<b>58</b>	<b>113</b>	<b>127</b>	<b>298</b>	
Transferts d'instruments financiers :	2	<b>8</b>	<b>(8)</b>	—	—	<b>6</b>	<b>(6)</b>	—	—	
– transferts du stade 1 au stade 2		<b>(5)</b>	<b>5</b>	—	—	<b>(5)</b>	<b>5</b>	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1		<b>13</b>	<b>(13)</b>	—	—	<b>11</b>	<b>(11)</b>	—	—	
– transferts vers le stade 3		—	—	—	—	—	—	—	—	
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	—	—	—	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	—	<b>4</b>	—	<b>4</b>	<b>(4)</b>	<b>3</b>	—	<b>(1)</b>	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		<b>5</b>	—	—	<b>5</b>	<b>4</b>	—	—	<b>4</b>	
Variations des paramètres de risque		<b>(12)</b>	<b>19</b>	<b>12</b>	<b>19</b>	<b>(8)</b>	<b>(4)</b>	<b>21</b>	<b>9</b>	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		—	<b>(1)</b>	—	<b>(1)</b>	—	—	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	
Actifs sortis du bilan		—	—	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	—	—	<b>(11)</b>	<b>(11)</b>	
Change		—	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	—	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	
<b>Solde à la clôture de la période</b>		<b>40</b>	<b>116</b>	<b>81</b>	<b>237</b>	<b>56</b>	<b>107</b>	<b>138</b>	<b>301</b>	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		<b>(7)</b>	<b>22</b>	<b>12</b>	<b>27</b>	<b>(8)</b>	<b>(1)</b>	<b>20</b>	<b>11</b>	
Reprises sur pertes de valeur		—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>		<b>(7)</b>	<b>22</b>	<b>12</b>	<b>27</b>	<b>(8)</b>	<b>(1)</b>	<b>20</b>	<b>11</b>	

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

<sup>2</sup> Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

	Note	Période de neuf mois close le								
		30 sept. 2022				30 sept. 2021				
		Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>		<b>67</b>	<b>119</b>	<b>106</b>	<b>292</b>	<b>40</b>	<b>196</b>	<b>129</b>	<b>365</b>	
Transferts d'instruments financiers :	2	<b>22</b>	<b>(45)</b>	<b>23</b>	—	<b>69</b>	<b>(69)</b>	—	—	
– transferts du stade 1 au stade 2		<b>(9)</b>	<b>9</b>	—	—	<b>(8)</b>	<b>8</b>	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1		<b>31</b>	<b>(31)</b>	—	—	<b>76</b>	<b>(76)</b>	—	—	
– transferts vers le stade 3		—	<b>(23)</b>	<b>23</b>	—	—	<b>(1)</b>	<b>1</b>	—	
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	<b>1</b>	—	<b>(1)</b>	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	<b>(10)</b>	<b>7</b>	—	<b>(3)</b>	<b>(32)</b>	<b>7</b>	—	<b>(25)</b>	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		<b>14</b>	—	—	<b>14</b>	<b>9</b>	—	—	<b>9</b>	
Variations des paramètres de risque		<b>(52)</b>	<b>41</b>	<b>73</b>	<b>62</b>	<b>(29)</b>	<b>(26)</b>	<b>46</b>	<b>(9)</b>	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		<b>(1)</b>	<b>(7)</b>	—	<b>(8)</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>(4)</b>	<b>(6)</b>	
Actifs sortis du bilan		—	—	<b>(125)</b>	<b>(125)</b>	—	—	<b>(34)</b>	<b>(34)</b>	
Change		—	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	—	—	<b>1</b>	<b>1</b>	
<b>Solde à la clôture de la période</b>		<b>40</b>	<b>116</b>	<b>81</b>	<b>237</b>	<b>56</b>	<b>107</b>	<b>138</b>	<b>301</b>	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		<b>(49)</b>	<b>41</b>	<b>73</b>	<b>65</b>	<b>(53)</b>	<b>(20)</b>	<b>42</b>	<b>(31)</b>	
Reprises sur pertes de valeur		—	—	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	—	—	—	—	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>		<b>(49)</b>	<b>41</b>	<b>72</b>	<b>64</b>	<b>(53)</b>	<b>(20)</b>	<b>42</b>	<b>(31)</b>	

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

<sup>2</sup> Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2021, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 55 M\$, ou 19 %, et la variation des PCA liées à ces prêts au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 s'est traduite par une charge de 64 M\$ à l'état du résultat net.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la charge a découlé essentiellement d'une charge importante au titre des pertes de crédit attendues sur un prêt de stade 3 d'un montant élevé. Ce prêt a été sorti du bilan au deuxième trimestre de 2022 à cause de nouveaux facteurs défavorables. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs a également donné lieu à une reprise liée à ces prêts en raison surtout des corrections de valeur essentiellement attribuables à la COVID-19 au premier trimestre, les variables macroéconomiques ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues s'étant quelque peu améliorées. Ce facteur a été atténué par la constatation, au deuxième et au troisième trimestres, d'une charge reflétant une détérioration des variables macroéconomiques prospectives en raison des répercussions des

pressions inflationnistes et des ratés de la chaîne d'approvisionnement causés par la pandémie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La charge de 64 M\$ au titre des PCA pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une charge de 62 M\$ associée aux changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence sur la qualité du crédit des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, d'une reprise de 3 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et enfin d'une charge de 6 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes. Des reprises sur pertes de valeur de 1 M\$ ont été constatées durant la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,5 % au 30 septembre 2022, ce qui signale une baisse de 0,3 % comparativement à celui au 31 décembre 2021.

## Prêts personnels

### Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2022		31 déc. 2021	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
	<i>Note</i>			
Prêts hypothécaires résidentiels	33 682	(52)	32 406	(36)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 429	(9)	1 404	(8)
Facilités de crédit personnel renouvelables	443	(10)	471	(11)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	379	(14)	354	(12)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	27	(3)	33	(4)
Autres facilités de crédit personnel	641	(7)	673	(4)
<b>Total</b>	<b>36 601</b>	<b>(95)</b>	<b>35 341</b>	<b>(75)</b>
<b>Par région</b>	<i>1, 2</i>			
Canada	36 581	(95)	35 322	(75)
– Colombie-Britannique	15 682	(36)	15 722	(32)
– Ontario	16 791	(44)	15 576	(30)
– Alberta	1 830	(6)	1 802	(6)
– Québec	1 649	(5)	1 603	(4)
– Saskatchewan et Manitoba	335	(2)	342	(1)
– Provinces de l'Atlantique	287	(2)	273	(2)
– Territoires	7	–	4	–
Autres	20	–	19	–
<b>Total</b>	<b>36 601</b>	<b>(95)</b>	<b>35 341</b>	<b>(75)</b>

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse des propriétés dans le cas des prêts garantis par des biens immobiliers et sur celle des clients dans le cas des autres prêts.

2 Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

## Rapport de gestion

### Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

Note	Trimestre clos le								
	30 sept. 2022				30 sept. 2021				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	12	49	15	76	12	52	19	83	
Transferts d'instruments financiers :	18	(17)	(1)	—	13	(17)	4	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(1)	1	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	18	(18)	—	—	14	(14)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(1)	1	—	—	(4)	4	—	
– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	—	—	—	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(7)	4	—	(3)	(9)	1	—	(8)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	—	—	2	1	—	—	1	
Variations des paramètres de risque	(10)	33	5	28	(8)	8	5	5	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(3)	—	(4)	—	(3)	(1)	(4)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(3)	(3)	—	—	(3)	(3)	
<b>Solde à la clôture de la période</b>	14	66	16	96	9	41	24	74	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(16)	34	5	23	(16)	6	4	(6)	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(1)	(1)	—	—	(2)	(2)	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	(16)	34	4	22	(16)	6	2	(8)	

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

### Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières\*<sup>1</sup>

Note	Période de neuf mois close le								
	30 sept. 2022				30 sept. 2021				
	Non douteux		Douteux		Total	Douteux		Non douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	11	44	22	77	16	53	19	88	
Transferts d'instruments financiers :	51	(47)	(4)	—	40	(46)	6	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(2)	2	—	—	(2)	2	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	50	(50)	—	—	42	(42)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(4)	4	—	—	(8)	8	—	
– transferts hors du stade 3	3	5	(8)	—	—	2	(2)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(26)	8	—	(18)	(15)	4	—	(11)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	4	—	—	4	3	—	—	3	
Variations des paramètres de risque	(24)	68	8	52	(34)	38	11	15	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(2)	(7)	(1)	(10)	(1)	(8)	(3)	(12)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(9)	(9)	—	—	(9)	(9)	
Change	—	—	—	—	—	—	—	—	
<b>Solde à la clôture de la période</b>	14	66	16	96	9	41	24	74	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(48)	69	7	28	(47)	34	8	(5)	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(4)	(4)	—	—	(5)	(5)	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	(48)	69	3	24	(47)	34	3	(10)	

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a augmenté de 19 M\$, ou 25 %, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, et s'est traduit par une charge de 24 M\$ à l'état du résultat net. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la charge a découlé de la détérioration des variables macroéconomiques prospectives, compensée en partie par des reprises au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liées aux prêts productifs au premier trimestre.

La charge de 24 M\$ au titre des PCA pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une reprise de 18 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et d'une reprise de 6 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes, ce qui a été contrebalancé par une charge de 52 M\$ au titre des changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre. Des reprises sur pertes de valeur de 4 M\$ ont été constatées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Les sorties du bilan ont résulté principalement des prêts sur cartes et des facilités de crédit personnel.

### Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoire propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoire propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d'entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

### Assurance et répartition géographique<sup>1, 5</sup>

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoire propre <sup>2</sup>		
	Assurés <sup>3</sup>		Non assurés <sup>3</sup>		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 459	10 %	13 263	90 %	14 722	686	100 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	828	44 %	1 074	56 %	1 902	143	100 %
Ontario	2 628	16 %	13 460	84 %	16 088	556	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	737	42 %	1 013	58 %	1 750	70	100 %
<b>Au 30 sept. 2022</b>	<b>5 652</b>	<b>16 %</b>	<b>28 810</b>	<b>84 %</b>	<b>34 462</b>	<b>1 455</b>	<b>100 %</b>
Colombie-Britannique	1 520	10 %	13 184	90 %	14 704	688	100 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	868	46 %	1 008	54 %	1 876	152	100 %
Ontario	2 700	18 %	12 261	82 %	14 961	517	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	740	44 %	950	56 %	1 690	67	100 %
<b>Au 31 déc. 2021</b>	<b>5 828</b>	<b>18 %</b>	<b>27 403</b>	<b>82 %</b>	<b>33 231</b>	<b>1 424</b>	<b>100 %</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

<sup>2</sup> Les marges de crédit sur l'avoire propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

<sup>3</sup> Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

<sup>4</sup> La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

<sup>5</sup> Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoire propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

### Durée d'amortissement<sup>1</sup>

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
<b>Au 30 sept. 2022</b>	<b>17,3 %</b>	<b>64,9 %</b>	<b>17,8 %</b>
<b>Au 31 déc. 2021</b>	<b>17,5 %</b>	<b>62,4 %</b>	<b>20,1 %</b>

<sup>1</sup> La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

## Ratio prêt-valeur moyens des nouveaux prêts<sup>1, 2</sup>

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) <sup>3</sup>	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoire propre %
Colombie-Britannique	57,6 %	51,6 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	66,0 %	66,1 %
Ontario	61,7 %	59,6 %
Québec et provinces de l'Atlantique	64,8 %	60,5 %
<b>Total au Canada pour le trimestre clos le 30 sept. 2022</b>	<b>61,6 %</b>	<b>56,6 %</b>
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2021	63,2 %	57,8 %

1 Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoire propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

2 Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

3 Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

## Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoire propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable

compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

## Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

## Prêts et avances douteux à des banques et à des clients\*

	Au			
	30 sept. 2022		31 déc. 2021	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Grandes sociétés et entreprises	234	(80)	212	(105)
– agriculture, foresterie et pêches	3	–	3	(1)
– extraction minière et exploitation de carrières	95	(17)	108	(42)
– fabrication	24	(17)	25	(13)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	19	(10)	20	(19)
– construction	6	(2)	9	(7)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	35	(16)	35	(14)
– aviation, transport et entreposage	4	(2)	4	(2)
– hébergement et restauration	–	–	1	(1)
– édition, audiovisuel et diffusion	7	(4)	–	–
– immobilier	1	(1)	1	(1)
– services administratifs et de soutien	15	(8)	4	(4)
– santé et soins	24	(3)	–	–
– institutions financières non bancaires	1	–	2	(1)
Ménages	100	(16)	130	(22)
Prêts et avances à des banques	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>334</b>	<b>(96)</b>	<b>342</b>	<b>(127)</b>

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 60 % de la valeur comptable brute et 53 % de la correction de valeur pour PCA au 30 septembre 2022 (environ 99 % de la valeur comptable brute et 94 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2021).

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

## Risque de trésorerie

### Aperçu

Le risque de trésorerie s'entend du risque que nous ne disposions pas de suffisamment de capital, de liquidités ou de ressources de financement pour respecter nos obligations financières et les exigences que nous impose la réglementation. Il englobe le risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence négative sur notre résultat ou notre capital.

Le risque de trésorerie découle des changements dans les ressources et profils de risque respectifs en raison des comportements des clients, des décisions prises par la direction ou de la conjoncture externe.

### Méthode et politique

Notre objectif en matière de gestion du risque de trésorerie est d'assurer le maintien de niveaux appropriés pour ce qui est du capital, des liquidités, du financement, des devises et du risque de marché de sorte à soutenir notre stratégie commerciale et veiller au respect des exigences réglementaires et de celles concernant les simulations de crise.

Notre méthode de gestion du risque de trésorerie est fonction de nos besoins stratégiques et organisationnels, lesquels tiennent compte des cadres réglementaire, économique et commercial. Nous entendons maintenir une excellente base de capital et de liquidités afin de favoriser la gestion des risques inhérents à nos activités et de procéder aux investissements que dicte notre stratégie, tout en respectant, en tout temps, les exigences réglementaires locales et consolidées.

Notre politique s'appuie sur notre cadre de gestion des risques, notre programme interne d'évaluation de l'adéquation du capital (« PIEAC ») et notre processus d'évaluation interne de la suffisance des liquidités (« PEISL »). Ce cadre met en jeu plusieurs mesures qui concordent avec celles servant à l'appréciation des risques à des fins internes et à des fins réglementaires.

Le PIEAC et le PEISL permettent d'obtenir une évaluation de la suffisance du capital et des liquidités de la banque, compte tenu des mesures de risque, du modèle d'affaires, de la stratégie, de la performance et de la planification, des risques inhérents au capital ainsi que des conséquences des simulations de crise sur le capital et sur les liquidités.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de trésorerie ainsi que de ses politiques et méthodes actuelles.

## Appréciation du capital et du risque de liquidité et de financement

Notre cadre de gestion du capital intègre les principaux degrés de tolérance à ce risque eu égard au ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au ratio du capital de catégorie 1, au ratio de capital total et au ratio de levier. Un profil approprié du risque de liquidité et de financement est géré au moyen des paramètres critiques de la tolérance au risque qu'emploie le conseil, ce qui inclut le ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR »), le ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR ») et la mesure interne du calcul des liquidités (« MICL »).

Le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice concernant les réformes de Bâle III en janvier 2022, et la banque continue d'évaluer l'incidence de ces changements sur ses besoins en capital et de s'y préparer.

### Appréciation du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

L'équipe mondiale chargée de la gestion de la trésorerie utilise divers paramètres pour surveiller et gérer le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire, notamment la sensibilité des produits d'intérêts nets et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres.

L'un des principaux aspects de la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux instruments non négociés est la surveillance de la sensibilité des produits d'intérêts nets attendus aux termes de divers scénarios sur ces taux (comme la modélisation à des fins de simulation) au moyen du modèle du résultat à risque, pour lequel les variables économiques demeurent constantes.

La valeur économique des capitaux propres (« VECP ») représente la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du portefeuille bancaire qui pourraient être distribués aux bailleurs de fonds propres aux termes d'un scénario mettant en jeu une liquidation contrôlée. La sensibilité de la VECP représente la variation prévue de celle-ci par suite de chocs de taux d'intérêt prédéterminés, les autres variables économiques demeurant constantes. Nous surveillons les sensibilités de la VECP que nous exprimons sous forme de pourcentage des ressources en capital.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description du processus de gestion du capital, du risque de liquidité et de financement et du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.

## Risque de liquidité et risque de financement

On entend par risque de liquidité et de financement le risque de perte auquel la banque est exposée si elle se révèle incapable de générer suffisamment de trésorerie ou de ses équivalents pour s'acquitter de ses obligations financières à un coût raisonnable lorsqu'elles deviennent exigibles. Ses obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, les emprunts, les placements et les nantissements.

L'objectif du cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la banque est de lui assurer de pouvoir faire face à tous ses engagements de financement prévisibles, y compris les retraits de dépôts, lorsqu'ils deviennent exigibles, et d'avoir accès aux marchés de gros de manière ordonnée et efficiente. Il vise à permettre à la banque de résister à de graves crises de liquidité et à lui procurer de la souplesse face à l'évolution des modèles d'affaires, des marchés et des règlements.

La banque a encore surpassé les niveaux de liquidité et de financement réglementaires minimaux au cours du troisième trimestre de 2022.

### Gestion du risque de liquidité et de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Le LCR moyen de la banque est calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Le LCR moyen de la banque est passé de 141 % au trimestre précédent à 153 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2022. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des actifs liquides de haute qualité au cours du trimestre découlant de la hausse des dépôts des clients d'un montant supérieur à la progression des prêts à des clients et des échéances de la dette.

La banque surveille toujours de près ses liquidités afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle, avec tout changement sur les marchés en raison de la COVID-19 et avec leur récente volatilité.

### Ratio de liquidité à court terme du BSIF<sup>1</sup>

	Moyenne pour le trimestre clos le <sup>1</sup>	
	30 sept. 2022	30 juin 2022
Total des actifs liquides de haute qualité <sup>2</sup> (M\$)	28 600	26 837
Total des sorties de trésorerie nettes <sup>2</sup> (M\$)	18 692	19 097
Ratio de liquidité à court terme (%)	153	141

<sup>1</sup> Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

<sup>2</sup> Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément aux exigences de la Prudential Regulation Authority. La banque appliquera le NSFR du BSIF en 2023 et, en vue de s'y préparer, des améliorations aux systèmes et aux données sont actuellement mises en œuvre. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

### Actifs liquides

Les actifs liquides sont détenus et gérés de façon autonome par les entités en exploitation. La plupart sont détenus directement par le service Marchés, trésorerie dans le but premier de gérer le risque de liquidité conformément au cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement. Les actifs liquides comprennent aussi tous les actifs liquides non grevés détenus hors du service Marchés, trésorerie pour toute autre fin. Pour être admissibles dans la réserve d'actifs liquides, les actifs doivent disposer d'un marché des opérations de pension vaste et liquide pour le titre sous-jacent. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement confère au service Marchés, trésorerie le contrôle ultime de tous les actifs liquides non grevés et des autres sources de liquidités.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès de la banque centrale et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Au 30 septembre 2022, nos actifs liquides avaient reculé de 1 G\$ en regard de ceux enregistrés au 31 décembre 2021, recul imputable à une augmentation des prêts à des clients et à une diminution du financement à court et à long terme, ce qui a été contrebalancé en partie par une hausse des dépôts des clients.

### Actif liquides<sup>1</sup>

	Au	
	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Niveau 1	27 155	28 182
Niveau 2a	1 877	1 949
Niveau 2 b	110	50
<b>Total</b>	<b>29 142</b>	<b>30 181</b>

<sup>1</sup> Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

## Risque de capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du Rapport et états financiers annuels 2021 pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2022, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

### Règles de Bâle III concernant le capital et l'effet de levier

La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III ont grandement modifié la définition du capital réglementaire et elles imposent une nouvelle obligation selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière. Les instruments de capitaux propres qui ont été émis avant l'adoption des exigences actuelles en 2013 et qui ne les respectent pas seront graduellement éliminés du capital réglementaire sur une période de dix ans allant de 2013 à 2022. En date du 1<sup>er</sup> janvier 2022, cet instrument de capitaux propres avait été entièrement éliminé.

Ces normes précisent particulièrement que ce sont les actions ordinaires qui représentent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'introduction d'un ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Les règles de Bâle III imposent aussi aux institutions de constituer des réserves de conservation de capital afin de toujours respecter le minimum de capital réglementaire requis pendant une crise.

### Capital réglementaire

Le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III.

#### Total du capital réglementaire\*

	Notes	Au	
		30 sept. 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	4 636	5 776
Ajustements réglementaires		283	(186)
<b>Capitaux propres ordinaires de catégorie 1</b>	2	<b>4 919</b>	5 590
Capital de catégorie 1 supplémentaire et admissible	3	1 100	1 100
<b>Capital de catégorie 1</b>		<b>6 019</b>	6 690
<b>Capital de catégorie 2</b>	2, 4	<b>1 018</b>	1 014
<b>Total du capital</b>		<b>7 037</b>	7 704

1 Comprend les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

2 En raison des nouvelles dispositions transitoires, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Ce changement a eu une incidence de 17 M\$ au 30 septembre 2022.

3 Comprend les actions privilégiées.

4 Au 31 décembre 2021, ces éléments comprenaient un instrument de capital à éliminer graduellement. En date du 1<sup>er</sup> janvier 2022, cet instrument avait été éliminé intégralement.

## Ratios du capital réglementaire

### Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	Au	
		30 sept. 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
<b>Actifs pondérés en fonction des risques</b>	1, 2	<b>44 481</b>	39 836
		%	%
<b>Ratios du capital réglementaire réels</b>	3, 4		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		11,1	14,0
– ratio du capital de catégorie 1		13,5	16,8
– ratio du capital total		15,8	19,3
– ratio de levier	5, 6	4,3	5,8
<b>Exigences en matière de capital réglementaire</b>	7		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5
– ratio de levier minimal		3,0	3,0

1 Les actifs pondérés en fonction des risques représentent les montants par lesquels les actifs sont ajustés au moyen de facteurs de pondération en fonction des risques afin de refléter les risques inhérents aux positions figurant ou non au bilan conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais plutôt déduits du capital.

2 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher demeurera en vigueur jusqu'au deuxième trimestre de 2023.

3 Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

4 Les ratios des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, du capital de catégorie 1 et du capital total sont calculés comme étant le capital de base concerné divisé par les actifs pondérés en fonction des risques, conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres qu'a publiée le BSIF.

5 Le ratio de levier est calculé au moyen du capital de catégorie 1 divisé par les mesures d'exposition aux fins du ratio de levier, conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier qu'a publiée le BSIF. Les expositions utilisées pour ce calcul représentent le total des actifs inscrits au bilan et de certains éléments spécifiques n'y figurant pas.

6 Le ratio de levier tient compte de certaines mesures d'assouplissement réglementaire en lien avec la COVID-19 que le BSIF avait annoncées et qui permettaient aux banques centrales d'exclure, jusqu'au 31 décembre 2021, leurs réserves auprès des banques centrales et les titres d'émetteurs souverains pour le calcul de leur exposition aux fins du ratio de levier. En août 2021, le BSIF a confirmé que l'exclusion des titres d'émetteurs souverains dans le calcul de cette exposition ne sera pas prolongée au-delà du 31 décembre 2021. Le 13 septembre 2022, le BSIF a confirmé que l'exclusion des réserves auprès des banques centrales du calcul de l'exposition aux fins du ratio de levier de la banque ne sera pas prolongée au-delà du 31 mars 2023.

7 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Au 30 septembre 2022, notre ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 ») est passé de 14,0 % au 31 décembre 2021 à 11,1 %, ce qui reflète une hausse des actifs pondérés en fonction des risques et une baisse des CET1 de 671 M\$. Cette baisse a résulté principalement de la remise de 600 M\$ de capitaux propres ordinaires à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited en mars 2022 et d'une réduction de 260 M\$ de la réserve à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ces baisses ont été compensées en partie par le capital de 162 M\$ généré par voie du bénéfice, déduction faite des dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

## Actions en circulation et dividendes

	Notes	Période de neuf mois close le			Exercice clos le		
		30 sept. 2022			31 déc. 2021		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,69259	548 668	1 125	0,79283	548 668	1 725
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
– série H		0,68966	20 000	500	0,76505	20 000	500
– série I		0,86250	14 000	350	1,15000	14 000	350
– série K		1,02189	10 000	250	1,36252	10 000	250

1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

2 Le 15 mars 2022, la banque a remis 600 M\$ de capitaux propres ordinaires à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, sans que cela entraîne un changement dans le nombre d'actions émises.

3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

### Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2022

Au cours du troisième trimestre de 2022, la banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 13 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation pour le troisième trimestre de 2022 ainsi qu'un deuxième dividende intermédiaire de 90 M\$ sur ses actions ordinaires pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2022.

### Dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2022

Le 21 octobre 2022, la banque a déclaré, pour le quatrième trimestre de 2022, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2022 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 décembre 2022.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le quatrième trimestre de 2022 ont été déclarés après le 30 septembre 2022, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan. Pour le moment, aucun dividende n'a été déclaré sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du quatrième trimestre.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

### Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	30 sept. 2022		30 sept. 2021	
	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$	Valeur économique des capitaux M\$	Résultat à risque M\$
Augmentation de 100 points de base	(146)	180	(391)	216
Diminution de 100 points de base	140	(191)	94	(63)

1 Avec la normalisation des taux d'intérêt en 2022 après qu'ils aient atteint des creux historiques, la sensibilité de la valeur économique des capitaux et du résultat à risque dans le cas d'un scénario de repli a été établie, depuis le deuxième trimestre de 2022, en fonction d'une diminution de 100 points de base. Les chiffres de la période antérieure rendent compte d'une baisse de 25 points de base.

### Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

### Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

## Valeur à risque\*

La valeur à risque (« VaR ») relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 35 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, s'est raffermi de 17 M\$ sur un an en raison de la plus grande volatilité des taux d'intérêt. Pour cette période, la moyenne du total de la VaR s'est chiffrée à 28 M\$, ayant augmenté de 9 M\$ du fait également de la volatilité accrue des marchés durant la période à l'étude. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La banque a maintenu ses activités en veillant à réduire ses niveaux de risque. Le risque de taux d'intérêt est le principal facteur qui influe sur la VaR et est demeuré à des niveaux semblables au cours de la période à l'étude. La moyenne de la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction est demeurée relativement inchangée au cours de la période, soit 1,4 M\$, alors que la VaR de ces portefeuilles à la clôture de la période a augmenté de 1,4 M\$.

### Total de la VaR\*

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$
À la clôture de la période	35,0	18,4
Moyenne	28,0	18,8
Minimum	17,1	13,5
Maximum	36,1	23,6

### VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction\*

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$
À la clôture de la période	35,0	18,2
Moyenne	28,1	19,1
Minimum	17,6	14,1
Maximum	36,6	24,6

### VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)\*<sup>1</sup>

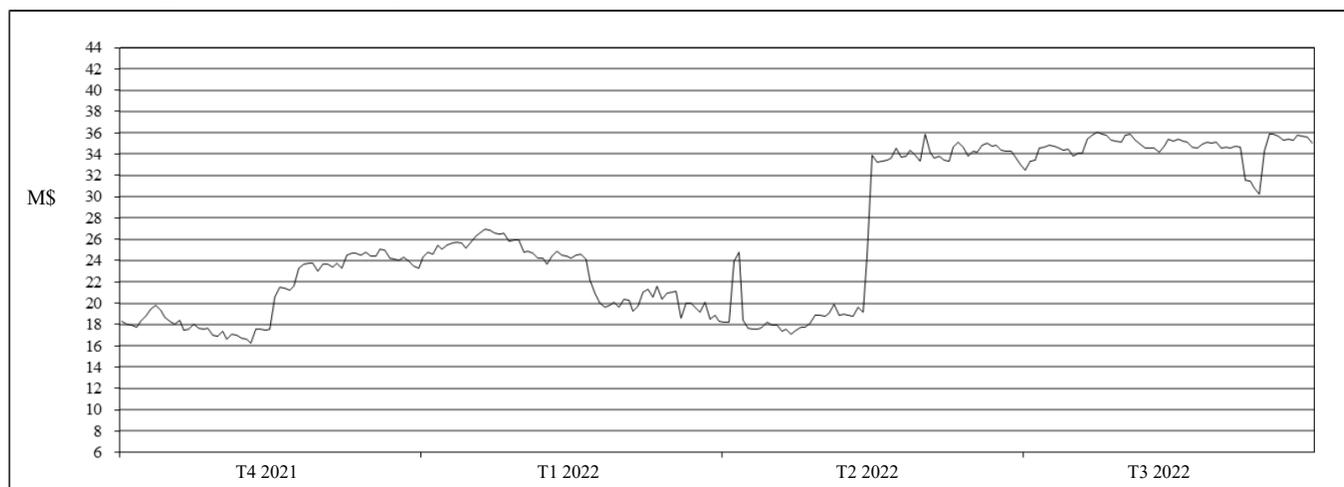
	Change et marchandises	Taux d'intérêt	Capitaux propres	Écarts de crédit	Diversification des portefeuilles <sup>2</sup>	Total <sup>3</sup>
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à sept. 2022						
À la clôture de la période	—	2,0	—	1,5	(1,1)	2,4
Moyenne	—	1,1	—	0,8	(0,5)	1,4
Minimum	—	0,5	—	0,2	—	0,5
Maximum	—	3,3	—	2,1	—	4,1
De janvier à sept. 2021						
À la clôture de la période	—	0,8	—	0,9	(0,7)	1,0
Moyenne	—	1,3	—	0,6	(0,4)	1,5
Minimum	—	0,5	—	0,2	—	0,6
Maximum	—	3,4	—	1,9	—	3,5

<sup>1</sup> Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients.

<sup>2</sup> La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total des VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.

<sup>3</sup> Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

## Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an<sup>1</sup>



<sup>1</sup> L'augmentation du total de la VaR au deuxième trimestre de 2022 a résulté de la plus grande volatilité des taux d'intérêt sur les marchés. Le total de la VaR indique une tendance à la baisse au premier trimestre de 2022 qui découle d'une réduction du risque de taux d'intérêt. Le total de la VaR indique une tendance à la hausse au quatrième trimestre de 2021 qui vient essentiellement de la plus grande volatilité des marchés.

### Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Les rubriques ci-dessus du rapport de gestion décrivent les risques les plus importants auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » et « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction », du *Rapport et états financiers annuels 2021* pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

### Transition visant les TIO

Au cours des neuf premiers mois de 2022, d'importantes étapes du plan de transition des contrats existants assortis de TIOL en dollars américains pour le reste de 2022 et en 2023 ont été franchies. Compte tenu de l'interdiction de conclure de nouveaux contrats fondés sur les TIOL en dollars américains à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, nous travaillons activement avec nos clients afin d'adopter les nouvelles exigences pour ces facilités le plus tôt possible et de les aider à assurer la transition de leurs contrats existants assortis de TIOL en dollars américains au plus tard à la fin de juin 2023.

Nous observons toujours ce qui se fait sur le marché pour ce qui est des produits fondés sur des taux sans risque ou des taux de remplacement.

Nos vastes activités de transition visant les TIOL en dollars américains font en sorte que nous surveillons toujours de près les principaux risques qui y sont associés. Ces risques demeurent les mêmes et comprennent le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié à la résilience, le risque lié à l'information financière, le risque juridique et le risque de marché.

Le 16 mai 2022, l'administrateur du CDOR (*Canadian Dollar Offered Rate*), Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (« RBSL »), a annoncé qu'il cesserait le calcul et la publication de ce taux après le 28 juin 2024. Cette décision reflète la recommandation que le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien de la Banque du Canada avait émise en décembre 2021 et a été prise après une vaste consultation publique que RBSL a menée à ce sujet. Simultanément, le BSIF a fait savoir qu'il s'attendait à ce que tous les nouveaux contrats sur dérivés et titres des institutions financières fédérales ainsi que tous leurs contrats de prêt passent à des taux de référence de remplacement d'ici le 30 juin 2023 et le 28 juin 2024, respectivement.

La publication quotidienne de son taux de remplacement potentiel, à savoir le CORRA (*Canadian Overnight Repo Rate Average*), a débuté le 15 juin 2020.

De plus, certains instruments financiers fondés sur le CDOR et présentés dans la section sur les instruments financiers touchés par la réforme visant les TIO du *Rapport et états financiers annuels 2021* arriveront à leur échéance contractuelle avant le 30 juin 2024.

### Examen stratégique

Le Groupe HSBC examine régulièrement ses secteurs d'activité dans tous les marchés et étudie actuellement la possibilité de vendre éventuellement la totalité de la participation du Groupe dans la Banque HSBC Canada. Aucune décision n'a été prise et des mises à jour seront communiquées au besoin.

## États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	47	5	Actifs détenus à des fins de transaction 57
État consolidé du résultat global	48	6	Dérivés 58
Bilan consolidé	49	7	Placements financiers 59
Tableau consolidé des flux de trésorerie	50	8	Autres actifs 59
État consolidé des variations des capitaux propres	51	9	Passifs détenus à des fins de transaction 59
Notes annexes		10	Titres de créance émis 59
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	52	11	Autres passifs 60
2 Produits de commissions nets	53	12	Juste valeur des instruments financiers 60
3 Rémunération et avantages du personnel	54	13	Actions en justice et litiges de nature réglementaire 61
4 Analyse sectorielle	54	14	Événements postérieurs à la date de clôture 61

### État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		449	315	1 155	903
– produits d'intérêts		934	451	2 035	1 348
– charges d'intérêts		(485)	(136)	(880)	(445)
Produits de commissions nets	2	194	197	587	589
– produits de commissions		223	225	669	671
– charges de commissions		(29)	(28)	(82)	(82)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		15	26	66	84
Variations de la juste valeur des autres instruments financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		–	1	(1)	4
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		–	13	2	35
Autres produits d'exploitation		7	8	25	21
<b>Total du résultat d'exploitation</b>		<b>665</b>	<b>560</b>	<b>1 834</b>	<b>1 636</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(42)	(3)	(82)	53
<b>Résultat d'exploitation net</b>		<b>623</b>	<b>557</b>	<b>1 752</b>	<b>1 689</b>
Rémunération et avantages du personnel	3	(148)	(145)	(451)	(456)
Charges générales et administratives		(146)	(150)	(426)	(405)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles		(18)	(17)	(49)	(64)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(13)	(11)	(38)	(39)
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>(325)</b>	<b>(323)</b>	<b>(964)</b>	<b>(964)</b>
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>		<b>298</b>	<b>234</b>	<b>788</b>	<b>725</b>
Charge d'impôt sur le résultat		(79)	(63)	(210)	(195)
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>219</b>	<b>171</b>	<b>578</b>	<b>530</b>
Bénéfice attribuable :					
– à l'actionnaire ordinaire		206	159	542	496
– au détenteur d'actions privilégiées		13	12	36	34
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>219</b>	<b>171</b>	<b>578</b>	<b>530</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	548 668	548 668	548 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,38 \$	0,29 \$	0,99 \$	0,90 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## États financiers consolidés (non audité)

### État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	219	171	578	530
Autres éléments du résultat global				
<b>Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :</b>				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	13	(21)	(259)	(89)
– (pertes) profits sur la juste valeur	18	(15)	(350)	(85)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	–	(13)	(2)	(35)
– pertes de crédit attendues comptabilisées dans l'état du résultat - (reprise)/charge	–	–	–	(1)
– impôt sur le résultat	(5)	7	93	32
Couvertures de flux de trésorerie	(159)	(31)	(483)	(87)
– pertes sur la juste valeur	(272)	(34)	(748)	(67)
– pertes (profits) sur la juste valeur reclassé(e)s à l'état du résultat net	56	(9)	91	(52)
– impôt sur le résultat	57	12	174	32
<b>Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :</b>				
Réévaluation des régimes à prestations définies	1	27	42	39
– avant l'impôt sur le résultat	1	37	57	53
– impôt sur le résultat	–	(10)	(15)	(14)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2)	–	(1)	1
– (Pertes) profits sur la juste valeur	(2)	–	(1)	1
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(147)	(25)	(701)	(136)
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>72</b>	<b>146</b>	<b>(123)</b>	<b>394</b>
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	59	134	(159)	360
– au détenteur d'actions privilégiées	13	12	36	34
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>72</b>	<b>146</b>	<b>(123)</b>	<b>394</b>

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## Bilan consolidé

	Notes	Au	
		30 sept. 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
<b>Actif</b>			
Trésorerie et soldes détenus dans une banque centrale		4 092	13 955
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		17	9
Actifs détenus à des fins de transaction	5	7 372	2 907
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		18	18
Dérivés	6	6 751	2 773
Prêts et avances à des banques		900	1 659
Prêts et avances à des clients		75 672	68 699
Prises en pension à des fins autres que de transaction		8 331	9 058
Placements financiers	7	23 279	14 969
Autres actifs	8	3 256	1 377
Paiements anticipés et produits à recevoir		374	186
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 161	3 548
Actifs d'impôt exigible		221	148
Immobilisations corporelles		317	263
Goodwill et immobilisations incorporelles		196	181
Actifs d'impôt différé		90	103
<b>Total de l'actif</b>		<b>134 047</b>	<b>119 853</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Passif</b>			
Dépôts effectués par des banques		821	1 313
Comptes des clients		81 500	73 626
Mises en pension à des fins autres que de transaction		7 723	8 044
Effets en transit vers d'autres banques		156	253
Passifs détenus à des fins de transaction	9	6 347	3 598
Dérivés	6	7 157	2 978
Titres de créance émis	10	14 903	14 339
Autres passifs	11	4 733	3 517
Acceptations		3 170	3 556
Charges à payer et produits différés		537	401
Passifs au titre des prestations de retraite		208	267
Créances subordonnées		1 011	1 011
Provisions		45	74
<b>Total du passif</b>		<b>128 311</b>	<b>112 977</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions ordinaires		1 125	1 725
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		(766)	(23)
Résultats non distribués		4 277	4 074
<b>Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire</b>		<b>5 736</b>	<b>6 876</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>134 047</b>	<b>119 853</b>

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## États financiers consolidés (non audité)

### Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>788</b>	<b>725</b>
<b>Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et perte de valeur	87	103
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	3	4
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	82	(53)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	8	10
<b>Variations des actifs et des passifs d'exploitation</b>		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(188)	(2)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(2 175)	(342)
Variation des prêts et avances à des clients	(7 069)	(6 129)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	(2 015)	474
Variation des autres actifs	(1 615)	(587)
Variation des charges à payer et des produits différés	136	(131)
Variation des dépôts effectués par des banques	(492)	786
Variation des comptes des clients	7 874	(709)
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	(321)	4 722
Variation des titres de créance émis	564	(891)
Variation des autres passifs	890	1 027
Impôt payé	(21)	(214)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(3 464)</b>	<b>(1 207)</b>
Achat de placements financiers	(10 350)	(3 048)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	1 687	8 239
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(94)	(64)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>	<b>(8 757)</b>	<b>5 127</b>
Remboursement de capital à la société mère	(600)	–
Dividendes versés à l'actionnaire	(404)	(378)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(36)	(35)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>	<b>(1 040)</b>	<b>(413)</b>
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(13 261)</b>	<b>3 507</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	19 759	17 279
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>6 498</b>	<b>20 786</b>
<b>La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :</b>		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	4 092	15 153
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(139)	(326)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	900	1 776
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	1 645	4 183
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>6 498</b>	<b>20 786</b>
<b>Intérêts :</b>		
Intérêts payés	(708)	(583)
Intérêts reçus	1 852	1 356

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves						Total des capitaux propres
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves		
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie			
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Au 1<sup>er</sup> janv. 2022</b>	<b>2 825</b>	<b>4 074</b>	<b>(22)</b>	<b>(1)</b>	<b>(23)</b>	<b>6 876</b>	
Bénéfice de la période	—	578	—	—	—	578	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	42	(260)	(483)	(743)	(701)	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(259)	—	(259)	(259)	
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(1)	—	(1)	(1)	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(483)	(483)	(483)	
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	42	—	—	—	42	
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>—</b>	<b>620</b>	<b>(260)</b>	<b>(483)</b>	<b>(743)</b>	<b>(123)</b>	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(380)	—	—	—	(380)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(36)	—	—	—	(36)	
Remboursement de capital à la société mère	(600)	—	—	—	—	(600)	
Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions	—	(1)	—	—	—	(1)	
<b>Au 30 sept. 2022</b>	<b>2 225</b>	<b>4 277</b>	<b>(282)</b>	<b>(484)</b>	<b>(766)</b>	<b>5 736</b>	

	Autres réserves						Total des capitaux propres
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves		
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie			
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Au 1<sup>er</sup> janv. 2021</b>	<b>2 825</b>	<b>3 808</b>	<b>108</b>	<b>141</b>	<b>249</b>	<b>6 882</b>	
Bénéfice de la période	—	530	—	—	—	530	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	39	(88)	(87)	(175)	(136)	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(89)	—	(89)	(89)	
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(87)	(87)	(87)	
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	39	—	—	—	39	
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>—</b>	<b>569</b>	<b>(88)</b>	<b>(87)</b>	<b>(175)</b>	<b>394</b>	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(355)	—	—	—	(355)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(34)	—	—	—	(34)	
Remboursement de capital à la société mère	—	—	—	—	—	—	
Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions	—	—	—	—	—	—	
<b>Au 30 sept. 2021</b>	<b>2 825</b>	<b>3 988</b>	<b>20</b>	<b>54</b>	<b>74</b>	<b>6 887</b>	

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

### 1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

---

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

#### a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2021. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

#### b) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2021, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque.

#### c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (\*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

#### d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôt différé, ainsi que les obligations au titre des prestations définies constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification importante n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2021, lesquels figurent aux pages 33 à 34, 46 et 78 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

#### e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 septembre 2022. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2021, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2021*.

#### f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2021 du *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque.

## 2 Produits de commissions nets

### Produits de commissions nets par secteur d'activité

	Trimestre clos le											
	30 sept. 2022						30 sept. 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Services à l'égard des comptes	11	5	3	—	—	19	10	3	2	—	—	15
Produits de courtage	—	3	2	—	—	5	—	4	—	—	—	4
Cartes	8	17	—	—	—	25	6	13	—	—	—	19
Facilités de crédit	80	—	8	—	—	88	74	—	16	—	—	90
Fonds sous gestion	—	54	—	—	—	54	—	57	—	—	—	57
Importations/exportations	3	—	—	—	—	3	3	—	1	—	—	4
Commissions d'agence d'assurance	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Garanties et autres	9	1	3	(2)	—	11	6	2	2	1	—	11
Services de paiement	8	1	2	—	—	11	7	2	2	—	—	11
Prise ferme et services-conseils	1	—	2	4	(1)	6	—	—	11	2	—	13
<b>Produits de commissions</b>	<b>120</b>	<b>82</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>(1)</b>	<b>223</b>	<b>106</b>	<b>82</b>	<b>34</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>225</b>
Moins les charges de commissions	(6)	(21)	(1)	(1)	—	(29)	(3)	(19)	(4)	(2)	—	(28)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>114</b>	<b>61</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>(1)</b>	<b>194</b>	<b>103</b>	<b>63</b>	<b>30</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>197</b>

	Période de neuf mois close le											
	30 sept. 2022						30 sept. 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Services à l'égard des comptes	35	14	8	—	—	57	31	12	6	—	—	49
Produits de courtage	—	10	2	—	—	12	—	13	—	1	—	14
Cartes	22	47	1	—	—	70	15	37	—	—	—	52
Facilités de crédit	232	—	24	—	—	256	215	—	43	—	—	258
Fonds sous gestion	—	169	—	—	—	169	—	163	—	—	—	163
Importations/exportations	8	—	1	—	—	9	8	—	1	—	—	9
Commissions d'agence d'assurance	—	3	—	—	—	3	—	3	—	—	—	3
Garanties et autres	27	5	7	(2)	—	37	22	5	9	—	—	36
Services de paiement	24	4	7	—	—	35	21	4	7	—	—	32
Prise ferme et services-conseils	1	—	14	10	(4)	21	1	—	43	11	—	55
<b>Produits de commissions</b>	<b>349</b>	<b>252</b>	<b>64</b>	<b>8</b>	<b>(4)</b>	<b>669</b>	<b>313</b>	<b>237</b>	<b>109</b>	<b>12</b>	<b>—</b>	<b>671</b>
Moins les charges de commissions	(15)	(61)	(3)	(3)	—	(82)	(11)	(52)	(14)	(5)	—	(82)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>334</b>	<b>191</b>	<b>61</b>	<b>5</b>	<b>(4)</b>	<b>587</b>	<b>302</b>	<b>185</b>	<b>95</b>	<b>7</b>	<b>—</b>	<b>589</b>

1. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude. Pour plus de précisions, se reporter à la note 4.
2. Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

### 3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2022	30 sept. 2021	30 sept. 2022	30 sept. 2021
	M\$	M\$	M\$	M\$
Régimes à prestations définies	5	5	14	15
– régimes de retraite	3	3	9	10
– régimes autres que de retraite	2	2	5	5
Régimes de retraite à cotisations définies	9	9	24	27
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>38</b>	<b>42</b>

Au cours de l'exercice, les régimes de retraite de la banque ont acheté une police de rente sans rachat des engagements pour un montant de 331 M\$, ce qui a entraîné une réévaluation de 4 M\$ des régimes à prestations définies nets comptabilisés à l'état consolidé du résultat global.

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 86 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

### 4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs à présenter aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, sont les Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, les Services bancaires internationaux, et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

## Bénéfice de la période

	Trimestre clos le											
	30 sept. 2022						30 sept. 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Produits d'intérêts nets	187	202	45	12	3	449	152	133	24	6	—	315
Produits de commissions nets	114	61	19	1	(1)	194	103	63	30	1	—	197
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	6	4	(6)	13	(2)	15	9	5	—	14	(2)	26
Autres produits	1	3	—	—	3	7	4	11	2	1	4	22
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>308</b>	<b>270</b>	<b>58</b>	<b>26</b>	<b>3</b>	<b>665</b>	<b>268</b>	<b>212</b>	<b>56</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>560</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(14)	(22)	(6)	—	—	(42)	1	8	(12)	—	—	(3)
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>294</b>	<b>248</b>	<b>52</b>	<b>26</b>	<b>3</b>	<b>623</b>	<b>269</b>	<b>220</b>	<b>44</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>557</b>
– externe	312	263	15	29	4	623	266	234	32	22	3	557
– intersectoriel	(18)	(15)	37	(3)	(1)	—	3	(14)	12	—	(1)	—
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(99)</b>	<b>(165)</b>	<b>(20)</b>	<b>(13)</b>	<b>(28)</b>	<b>(325)</b>	<b>(100)</b>	<b>(168)</b>	<b>(22)</b>	<b>(11)</b>	<b>(22)</b>	<b>(323)</b>
<b>Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>195</b>	<b>83</b>	<b>32</b>	<b>13</b>	<b>(25)</b>	<b>298</b>	<b>169</b>	<b>52</b>	<b>22</b>	<b>11</b>	<b>(20)</b>	<b>234</b>

1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

## Notes annexes (non audité)

### Bénéfice de la période

	Période de neuf mois close le											
	30 sept. 2022						30 sept. 2021					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Produits d'intérêts nets	522	499	99	31	4	1 155	421	395	69	18	—	903
Produits de commissions nets	334	191	61	5	(4)	587	302	185	95	7	—	589
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	24	16	(16)	46	(4)	66	27	23	—	40	(6)	84
Autres produits	1	13	—	1	11	26	11	25	4	2	18	60
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>881</b>	<b>719</b>	<b>144</b>	<b>83</b>	<b>7</b>	<b>1 834</b>	<b>761</b>	<b>628</b>	<b>168</b>	<b>67</b>	<b>12</b>	<b>1 636</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(51)	(22)	(9)	—	—	(82)	37	12	4	—	—	53
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>830</b>	<b>697</b>	<b>135</b>	<b>83</b>	<b>7</b>	<b>1 752</b>	<b>798</b>	<b>640</b>	<b>172</b>	<b>67</b>	<b>12</b>	<b>1 689</b>
– externe	852	735	70	87	8	1 752	804	659	145	68	13	1 689
– intersectoriel	(22)	(38)	65	(4)	(1)	—	(6)	(19)	27	(1)	(1)	—
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(302)</b>	<b>(489)</b>	<b>(65)</b>	<b>(39)</b>	<b>(69)</b>	<b>(964)</b>	<b>(287)</b>	<b>(497)</b>	<b>(62)</b>	<b>(37)</b>	<b>(81)</b>	<b>(964)</b>
<b>Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>528</b>	<b>208</b>	<b>70</b>	<b>44</b>	<b>(62)</b>	<b>788</b>	<b>511</b>	<b>143</b>	<b>110</b>	<b>30</b>	<b>(69)</b>	<b>725</b>

1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

### Données tirées du bilan

	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux <sup>1</sup>	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières <sup>1</sup>	Centre général <sup>2</sup>	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Au 30 sept. 2022</b>						
Prêts et avances à des clients	34 024	37 212	4 436	—	—	75 672
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 740	12	409	—	—	3 161
<b>Total de l'actif externe</b>	<b>47 648</b>	<b>50 961</b>	<b>9 045</b>	<b>25 764</b>	<b>629</b>	<b>134 047</b>
Comptes des clients	29 528	42 719	9 027	226	—	81 500
Acceptations	2 749	12	409	—	—	3 170
<b>Total du passif externe</b>	<b>39 495</b>	<b>53 262</b>	<b>12 356</b>	<b>22 938</b>	<b>260</b>	<b>128 311</b>
<b>Au 31 déc. 2021</b>						
Prêts et avances à des clients	29 203	35 916	3 580	—	—	68 699
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 610	12	926	—	—	3 548
<b>Total de l'actif externe</b>	<b>42 613</b>	<b>51 841</b>	<b>8 577</b>	<b>16 147</b>	<b>675</b>	<b>119 853</b>
Comptes des clients	27 344	39 423	6 787	72	—	73 626
Acceptations	2 618	12	926	—	—	3 556
<b>Total du passif externe</b>	<b>37 104</b>	<b>50 791</b>	<b>10 377</b>	<b>14 511</b>	<b>194</b>	<b>112 977</b>

1 Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2021, nous avons scindé le secteur d'activité auparavant appelé « Services bancaires internationaux et marchés » en deux secteurs, soit « Services bancaires internationaux » et « Marchés et Services liés aux valeurs mobilières », afin de refléter nos nouveaux secteurs d'activité. Toutes les données comparatives ont été ajustées pour être conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

## 5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 sept. 2022 M\$	31 déc. 2021 M\$
Titres de créance		7 346	2 907
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	6 544	2 536
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		346	165
– autres titres de créance		456	206
Prêts et avances à des clients		26	–
<b>À la clôture de la période</b>		<b>7 372</b>	<b>2 907</b>
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 497	1 087
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		4 875	1 820
<b>À la clôture de la période</b>		<b>7 372</b>	<b>2 907</b>

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

## 6 Dérivés

Il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2021* de la banque pour obtenir une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables.

### Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats <sup>1</sup>		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	148 039	2 350	2 759	–	2 759	2 611	212	2 823
Contrats sur taux d'intérêt	261 966	29 090	3 585	407	3 992	3 701	626	4 327
Contrats sur marchandises et autres	45	–	–	–	–	7	–	7
<b>Au 30 sept. 2022</b>	<b>410 050</b>	<b>31 440</b>	<b>6 344</b>	<b>407</b>	<b>6 751</b>	<b>6 319</b>	<b>838</b>	<b>7 157</b>
Contrats de change	142 104	1 143	1 199	1	1 200	1 213	36	1 249
Contrats sur taux d'intérêt	238 118	17 414	1 452	121	1 573	1 612	117	1 729
Contrats sur marchandises et autres	4	–	–	–	–	–	–	–
<b>Au 31 déc. 2021</b>	<b>380 226</b>	<b>18 557</b>	<b>2 651</b>	<b>122</b>	<b>2 773</b>	<b>2 825</b>	<b>153</b>	<b>2 978</b>

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

### Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

#### Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2022			31 déc. 2021		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	13 703	407	33	8 704	42	62
<b>Total</b>	<b>13 703</b>	<b>407</b>	<b>33</b>	<b>8 704</b>	<b>42</b>	<b>62</b>

#### Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2022			31 déc. 2021		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	2 350	–	212	1 143	1	36
Risque de taux d'intérêt	15 387	–	593	8 710	79	55
<b>Total</b>	<b>17 737</b>	<b>–</b>	<b>805</b>	<b>9 853</b>	<b>80</b>	<b>91</b>

## Notes annexes (non audité)

### 7 Placements financiers

#### Valeur comptable des placements financiers

	Notes	Au	
		30 sept. 2022	31 déc. 2021
		M\$	M\$
Placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		15 377	14 969
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	10 719	9 760
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 877	2 375
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		1 584	2 430
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		189	393
– Titres de capitaux propres		8	11
Instruments d'emprunt évalués au coût amorti		7 902	–
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada		5 304	–
– obligations de gouvernements étrangers		2 023	–
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		575	0
<b>À la clôture de la période</b>		<b>23 279</b>	<b>14 969</b>
Placements financiers			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		21 738	13 637
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 541	1 332
<b>À la clôture de la période</b>		<b>23 279</b>	<b>14 969</b>

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

### 8 Autres actifs

	Au	
	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Débiteurs	707	462
Comptes de règlement	1 659	494
Garantie en trésorerie	882	413
Autres	8	8
<b>À la clôture de la période</b>	<b>3 256</b>	<b>1 377</b>

### 9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	6 347	3 598
<b>À la clôture de la période</b>	<b>6 347</b>	<b>3 598</b>

### 10 Titres de créance émis

	Au	
	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	10 575	8 743
Obligations sécurisées	3 720	3 614
Instruments du marché monétaire	608	1 982
<b>À la clôture de la période</b>	<b>14 903</b>	<b>14 339</b>

#### Durée résiduelle

	Au	
	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Moins de un an	7 382	5 583
De 1 an à 5 ans	7 521	8 756
<b>À la clôture de la période</b>	<b>14 903</b>	<b>14 339</b>

## 11 Autres passifs

	Au	
	30 sept. 2022	31 déc. 2021
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	2 020	2 163
Obligations locatives	252	225
Créditeurs	908	640
Comptes de règlement	1 366	371
Garantie en trésorerie	149	67
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	7	6
Autres	31	45
<b>À la clôture de la période</b>	<b>4 733</b>	<b>3 517</b>

## 12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 septembre 2022 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2021*.

### Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
<b>Évaluations récurrentes à la juste valeur</b>				
<b>Au 30 sept. 2022</b>				
<b>Actifs</b>				
Actifs détenus à des fins de transaction	7 023	323	26	7 372
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	18	—	18
Dérivés	—	6 751	—	6 751
Placements financiers	15 369	8	—	15 377
<b>Passifs</b>				
Passifs détenus à des fins de transaction	6 077	270	—	6 347
Dérivés	—	7 150	7	7 157
<b>Au 31 déc. 2021</b>				
<b>Actifs</b>				
Actifs détenus à des fins de transaction	2 750	157	—	2 907
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	18	—	18
Dérivés	—	2 773	—	2 773
Placements financiers	14 958	11	—	14 969
<b>Passifs</b>				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 571	27	—	3 598
Dérivés	—	2 978	—	2 978

### Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
<b>Trimestre clos le 30 sept. 2022</b>			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	1	—	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—
<b>Trimestre clos le 30 sept. 2021</b>			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	13	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	58	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix.

## Notes annexes (non audité)

### Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites à la page 107 du *Rapport et états financiers annuels 2021*.

#### Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		30 sept. 2022		31 déc. 2021	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
<b>Actif</b>					
Prêts et avances à des clients	1	75 672	74 744	68 699	68 734
Placements financiers – au coût amorti		7 902	7 754	–	–
<b>Passif</b>					
Comptes des clients		81 500	81 464	73 626	73 736
Titres de créances émis		14 903	14 426	14 339	14 466
Créances subordonnées		1 011	1 027	1 011	1 074

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 71 290 M\$ et juste valeur de 70 416 M\$ (valeur comptable de 64 909 M\$ et juste valeur de 64 942 M\$ au 31 décembre 2021).

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

### 13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

### 14 Événements postérieurs à la date de clôture

#### Dividendes

Le 21 octobre 2022, la banque a déclaré, pour le quatrième trimestre de 2022, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2022 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 décembre 2022.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le quatrième trimestre de 2022 ont été déclarés après le 30 septembre 2022, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

#### Examen stratégique

Le Groupe HSBC revoit périodiquement ses secteurs d'activités sur tous les marchés et étudie actuellement la possibilité de vendre éventuellement la totalité de la participation du Groupe dans la Banque HSBC Canada. Aucune décision n'a encore été prise et des mises à jour seront communiquées au besoin.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 septembre 2022.

Le 21 octobre 2022, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

### Renseignements à l'intention des actionnaires

---

#### ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

##### Vancouver

Banque HSBC Canada  
885, West Georgia Street, bureau 300  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Tél. : 604-685-1000

##### Toronto

Banque HSBC Canada  
16, York Street  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 0E6

##### Demandes des médias

Anglais :  
416-868-3878  
647-880-5406  
416-673-6997  
Français :  
647-880-5406  
416-673-6997

##### Site Web

[www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)

##### Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC\_CA  
Facebook : @HSBCCanada  
YouTube : HSBC Canada  
Instagram : @hsbc\_ca

#### RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada  
Service des relations avec les investisseurs –  
Service des finances  
885, West Georgia Street, bureau 300  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Courriel : [investor\\_relations@hsbc.ca](mailto:investor_relations@hsbc.ca)

### Autres ressources HSBC

---

#### Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

#### Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888  
[www.hsbc.ca/funds](http://www.hsbc.ca/funds)

#### Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

#### Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse [www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)

**Banque HSBC Canada**

885 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Téléphone: 604-685-1000  
[www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)